



Organe d'examen des politiques commerciales

**RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRAL À L'OEPC SUR
LES FAITS NOUVEAUX RELATIFS AU COMMERCE**

(DE MI-OCTOBRE 2021 À MI-MAI 2022)

Addendum

ANNEXE 1 – MESURES DE FACILITATION DES ÉCHANGES	2
ANNEXE 2 – MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES	15
ANNEXE 3 – AUTRES MESURES LIÉES AU COMMERCE.....	22
ANNEXE 4 – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES	31

ANNEXE 1 – MESURES DE FACILITATION DES ÉCHANGES¹

(DE MI-OCTOBRE 2021 À MI-MAI 2022)²

Renseignements vérifiés³

Mesure	Source
Afrique du Sud	
06/04/2022: Réduction des droits d'importation pour les combustibles tels que l'essence et le biodiesel, entre autres, du 6 avril au 31 mai 2022	Loi de 1964 sur les douanes et accises. Modification de l'annexe n° 1 (n° 1/5A/170) (6 avril 2022)
Argentine	
01/01/2022: Promulgation du Décret n° 910/2021 donnant lieu à ce qui suit: i) modifications apportées à la liste nationale d'exemptions au tarif commun du MERCOSUR (100 lignes tarifaires au niveau des sous-positions à 8 chiffres des chapitres 15, 22, 28, 29, 30, 31, 32, 37, 38, 39, 40, 45, 54, 55, 59, 64, 70, 72, 73, 76, 84, 85 et 87 de la NCM); ii) modifications apportées à la liste des biens d'équipement importés (348 lignes tarifaires au niveau des sous-positions à 8 chiffres des chapitres 84, 85, 86, 87 et 90 de la NCM) non produits dans le pays (tarif extérieur commun du MERCOSUR fixé à 2%); et iii) suppression des droits d'importation pour le matériel informatique et de télécommunication (184 lignes tarifaires au niveau des sous-positions à 8 chiffres des chapitres 74, 84, 85 et 90 de la NCM) (entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022), Décret n° 910/2021 – Conseil du marché commun (30 décembre 2021)
01/01/2022: Suppression des droits d'exportation pour certains produits (des chapitres 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 20, 23 et 51 de la NCM) (entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022), Décret n° 851/2021 – Droit d'exportation, Nomenclature commune du MERCOSUR (14 décembre 2021)
16/01/2022: Réduction (5 points de pourcentage) des droits d'exportation pour certains produits. Suppression des droits d'exportation pour les produits écologiques, biologiques ou organiques	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022), Décret n° 852/2021 – Droit d'exportation, Nomenclature commune du MERCOSUR (14 décembre 2021)
Australie	
30/03/2022: Réduction de 15% de la composante non <i>ad valorem</i> des droits de douane pour certains combustibles importés (en vigueur du 30 mars au 29 septembre 2022)	Avis des douanes australiennes n° 2022/17 du 31 mars 2022. Adresse consultée: https://www.abf.gov.au/help-and-support-subsite/CustomsNotices/2022-17.pdf
Belize	
07/04/2022: Modification des droits d'importation pour les essences pour moteurs et les carburateurs de type kérosène	Délégation permanente du Belize auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Ordonnance de 2022 sur les droits de douane et d'accise (modification de l'annexe n° 6)

¹ L'inclusion de toute mesure dans la présente annexe n'implique aucun jugement, direct ou indirect, de la part du Secrétariat de l'OMC quant à la compatibilité de toute mesure mentionnée avec les dispositions de l'un quelconque des Accords de l'Organisation.

² Les mesures peuvent avoir été regroupées pour faciliter la lecture. Pour en savoir plus sur les mesures, veuillez consulter l'adresse suivante: <https://tmdb.wto.org/fr> à partir du 27 juillet après la discussion tenue par les Membres de l'OMC à la réunion informelle de l'OEPC.

³ Les renseignements qui figurent dans la présente section ont été fournis par le Membre concerné ou confirmés à la demande du Secrétariat.

Mesure	Source
24/03/2022: Modification des droits d'importation pour les essences pour moteur (mesure modifiée dans l'Ordonnance relative à l'annexe n° 6) (entrée en vigueur: 7 avril 2022)	Délégation permanente du Belize auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Ordonnance de 2022 sur les droits de douane et d'accise (modification de l'annexe n° 4)
Brésil	
27/10/2021: Réduction des droits d'importation pour certains biens d'équipement et le matériel informatique et de télécommunication.	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 266/2021 (18 octobre 2021)
27/10/2021: Réduction des droits d'importation pour certains produits médicaux dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 265/2021 (18 octobre 2021)
26/11/2021: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR (y compris la liste d'exceptions concernant le matériel informatique et de télécommunication)	Résolution du Gecex n° 270/2021 (18 novembre 2021) et Résolution du Gecex n° 271/2021 (18 novembre 2021)
01/01/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR	Résolution du Gecex n° 290/2021 (21 décembre 2021)
10/02/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR	Résolution du Gecex n° 295/2022 (28 janvier 2022) et Résolution du Gecex n° 298/2022 (28 janvier 2022)
09/03/2022: Réduction des droits d'importation pour les produits de l'industrie automobile et d'autres produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR (liste d'exceptions concernant le matériel informatique et de télécommunication)	Résolution du Gecex n° 307/2022 (24 février 2022) et Résolution du Gecex n° 311/2022 (24 février 2022)
12/03/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR	Résolution du Gecex n° 306/2022 (24 février 2022)
23/03/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR, comme le café, la margarine, le fromage, les pâtes alimentaires, le sucre, l'huile de soja et l'éthanol.	Résolution du Gecex n° 317/2022 (22 mars 2022)
27/10/2021: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour les biens d'équipement non produits dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 267/2021 (18 octobre 2021)
29/11/2021: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex"	Résolution du Gecex n° 276/2021 (19 novembre 2021) Résolution du Gecex n° 279/2021 (6 décembre 2021)
14/12/2021: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex"	Résolution du Gecex n° 282/2021 (21 décembre 2021)
29/12/2021: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex"	Résolution du Gecex n° 296/2022 (28 janvier 2022) Résolution du Gecex n° 308/2022 (24 février 2022)
07/02/2022: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex"	
09/03/2022: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex"	

Mesure	Source
<p>27/10/2021: Suppression des droits d'importation pour le matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour le matériel informatique et de télécommunication non produit dans le pays)</p> <p>29/11/2021: Suppression des droits d'importation pour certains éléments de matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex"</p> <p>14/12/2021: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex"</p> <p>29/12/2021: Suppression des droits d'importation pour certains éléments de matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex"</p> <p>07/02/2022: Suppression des droits d'importation pour certains éléments de matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex"</p> <p>09/03/2022: Suppression des droits d'importation pour certains éléments de matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex"</p> <p>01/04/2022: Suppression des droits d'importation pour certains éléments de matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex"</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 268/2021 (18 octobre 2021)</p> <p>Résolution du Gecex n° 277/2021 (19 novembre 2021)</p> <p>Résolution du Gecex n° 280/2021 (6 décembre 2021)</p> <p>Résolution du Gecex n° 283/2021 (21 décembre 2021)</p> <p>Résolution du Gecex n° 297/2022 (28 janvier 2022)</p> <p>Résolution du Gecex n° 309/2022 (24 février 2022)</p> <p>Résolution du Gecex n° 320/2022 (23 mars 2022)</p>
<p>07/11/2021: Suppression temporaire des droits d'importation pour le sulfate de disodium, dans le cadre d'un contingent d'importation de 455 000 tonnes (en vigueur du 7 novembre 2021 au 5 mai 2022); pour l'aluminium non allié, dans le cadre d'un contingent d'importation de 350 000 tonnes (entrée en vigueur: 26 novembre 2021); pour certaines préparations alimentaires, dans le cadre d'un contingent d'importation de 2 705,41 tonnes (entrée en vigueur: 13 décembre 2021); pour les autres polyéthers, dans le cadre d'un contingent d'importation de 2 000 tonnes (entrée en vigueur: 13 décembre 2021); pour les fibres acryliques ou modacryliques, dans le cadre d'un contingent d'importation de 9 000 tonnes (entrée en vigueur: 13 décembre 2021); pour les roulements à billes, dans le cadre d'un contingent d'importation de 1 200 unités (entrée en vigueur: 13 décembre 2021); pour les autres papiers, les cartons, la ouate de cellulose et les nappes de fibres de cellulose, dans le cadre d'un contingent d'importation de 4 000 tonnes (entrée en vigueur: 13 décembre 2021)</p>	<p>Ministère de l'économie, Secrétariat spécial au commerce extérieur et aux affaires internationales – Ordonnances n° 142 (3 novembre 2021) et n° 149 (25 novembre 2021); et Résolution du Gecex n° 281 (9 décembre 2021)</p>
<p>11/11/2021: Réduction/suppression temporaire des droits d'importation pour certains produits (des chapitres 1 à 56, 59 et 63 à 97 de la NCM)</p>	<p>Résolution du Gecex n° 269 (4 novembre 2021). Adresse consultée: https://in.gov.br/en/web/dou/-/resolucao-gecex-n-269-de-4-de-novembro-de-2021-357327000</p>
<p>29/11/2021: Introduction de procédures simplifiées pour l'importation de matériel et de marchandises usagés liés au transfert d'unités industrielles, de lignes de production et de cellules de production vers le Brésil</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022) et Ordonnance du Secex n° 156</p>
<p>01/12/2021: Nouvelle réduction des droits d'importation (de 25% à 20%) pour les tricycles, trottinettes, autos à pédales et jouets à roues similaires; les landaus et poussettes pour poupées; les poupées; les autres jouets; les modèles réduits et modèles similaires pour le divertissement, animés ou non; et les puzzles de tout genre</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 mai 2021) et Résolution du Gecex n° 121 (17 novembre 2020)</p>

Mesure	Source
<p>15/12/2021: Réduction, le 15 décembre 2021, des droits d'importation à 0% pour les préparations pour nourrissons destinées aux enfants souffrant d'allergies alimentaires, dans le cadre d'un contingent de 800 tonnes; les préparations alimentaires destinées aux patients nécessitant une action anti-inflammatoire et réparatrice de la muqueuse intestinale, dans le cadre d'un contingent de 1 905,41 tonnes; les préparations pour nourrissons destinées aux enfants souffrant d'allergies aux protéines du lait de vache; préparations pour nourrissons destinées aux enfants présentant une intolérance au lactose; les préparations alimentaires destinées aux patients pédiatriques ou aux adultes présentant une intolérance gastro-intestinale ou des difficultés d'absorption de protéines intactes; préparations pour nourrissons destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge présentant une allergie sévère au lait de vache et/ou nécessitant un régime avec restriction de la teneur en lactose. Réduction à 0% de la taxe à l'importation pour le polyacétal-polyéther en solution aqueuse, dans le cadre d'un contingent de 2 000 tonnes. Réduction à 0% de la taxe à l'importation pour les fibres acryliques ou modacryliques dans le cadre du contingent de 9 000 tonnes. Réduction à 0% de la taxe à l'importation pour les roulements à billes à contact radial avec bagues en acier et éléments roulants en nitrure de silicium fritté, dans le cadre d'un contingent de 1 210 unités. Augmentation du volume du contingent de 10 000 tonnes à 20 000 tonnes pour les polycarbonates et réduction du droit d'importation de 4% à 0% pour les produits soumis à contingent</p>	<p>Journal officiel du Brésil, 13 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.in.gov.br/en/web/dou/-/resolucao-gecex-n-281-de-9-de-deze-mbro-de-2021-366810261</p>
<p>31/12/2021: Réduction des droits d'importation dans le cadre de la Résolution n° 49/19 du Groupe du Marché commun du MERCOSUR</p> <p>14/01/2022: Réduction des droits d'importation dans le cadre de la Résolution n° 49/19 du Groupe du Marché commun du MERCOSUR</p> <p>02/04/2022: Réduction des droits d'importation dans le cadre de la Résolution n° 49/19 du Groupe du Marché commun du MERCOSUR</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 292/2021 (29 décembre 2021)</p> <p>Résolution du Gecex n° 293/2021 (29 décembre 2021)</p> <p>Résolution du Gecex n° 316/2022 (22 mars 2022)</p>
<p>01/04/2022: Réduction des droits d'importation pour les produits provenant du secteur aéronautique</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 310/2022 (24 février 2022)</p>
<p>12/05/2022: Réduction à zéro des droits d'importation pour certains produits agricoles (blé, viande, biscuits et autres)</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (20 mai 2022), Résolution du Gecex n° 341 (11 mai 2022)</p>
Colombie	
<p>31/12/2021: Réduction des droits d'importation et établissement de contingents d'importation pour les véhicules automobiles</p>	<p>Direction du commerce extérieur de la Colombie, 30 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.mincit.gov.co/getattachment/1d1a30a3-7b25-41e1-a3ea-1e2a1af1dce9/Circular-033-del-30-de-diciembre-de-2021.aspx</p>
<p>15/01/2022: Modification partielle des droits de douane et introduction de contingents tarifaires pour l'importation de certaines véhicules automobiles</p>	<p>Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Décret n° 1880 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme, 30 décembre 2021. Adresse consultée: https://dapre.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%201880%20DEL%2030%20DE%20DICIEMBRE%20DE%202021.pdf</p>
<p>03/03/2022: Réduction des droits d'importation (à 0%) pour les produits faisant partie du panier de la ménagère</p>	<p>Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Décret n° 307 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme, 3 mars 2022. Adresse consultée: https://dapre.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20307%20DEL%203%20DE%20MARZO%20DE%202022.pdf</p>

Mesure	Source
04/04/2022: Réduction du droit d'importation à 0% pour les importations de produits agricoles (mesure en vigueur pendant 6 mois pour 36 sous-positions et pendant 12 mois pour les 36 autres sous-positions)	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Décret n° 504 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme, 4 avril 2022. Adresse consultée: https://dapre.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20504%20DEL%204%20DE%20ABRIL%20DE%202022.pdf
Corée, République de	
12/11/2021: Suppression temporaire du droit d'importation pour l'urée	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Décret n° 32119 du Président
12/11/2021: Suppression temporaire du droit d'importation pour le GNL (de 2% à 0%)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022)
01/05/2022: Prorogation de la période d'application de la mesure	Décret n° 32117 du Président; et Décret n° 32602 du Président
18/03/2022: Suppression du droit d'importation visant les médicaments pour le traitement de la neurofibromatose de type 1	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Règlement d'application de la Loi douanière (article 79-3)
19/04/2022: Élargissement temporaire de l'accès minimal aux marchés (contingents d'importation pour les taux de droits faibles) pour la farine, la semoule, la poudre, les flocons, les granulés et les agglomérés sous forme de pellets de pommes de terre, les fèves de soja destinées à la fabrication de produits alimentaires et les arachides, en préparations ou en conserves	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Décret n° 914 du Ministère de l'économie et des finances
01/05/2022: Prorogation des contingents d'importation en vue de la suppression des droits de douane visant l'orge non mondé et le son	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Décret n° 32602 du Président
01/05/2022: Suppression temporaire du droit d'importation pour les pommes de terre destinées à la fabrication de chips	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Décret n° 32602 du Président
01/05/2022: Suppression temporaire du droit d'importation pour les gaz rares (néon, krypton, xénon)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Décret n° 32602 du Président
Costa Rica	
17/02/2022: Suppression temporaire des droits d'importation pour les haricots dans le cadre d'un contingent d'importation de 3 286 tonnes métriques (en vigueur du 17 février au 15 mars 2022)	Délégation permanente du Costa Rica auprès de l'OMC (18 mai 2022)
El Salvador	
13/03/2022: Suppression temporaire du Tarif commun centraméricain pour les importations de certains produits alimentaires de base et intrants agricoles	Délégation permanente d'El Salvador auprès de l'OMC (8 avril 2022) et Décret n° 309, publié au Journal officiel n° 51, Tome 434, 13 mars 2022
États-Unis	
01/01/2022: Remplacement du droit d'importation existant de 25% pour les produits en acier provenant de l'Union européenne au titre de l'article 232 par un contingent tarifaire (chapitres 72 et 73 du SH)	Bureau de l'USTR, Déclaration conjointe des États-Unis et de l'UE sur le commerce de l'acier et de l'aluminium, 31 octobre 2021. Adresse consultée: https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2021/october/joint-us-eu-statement-trade-steel-and-aluminum et https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2021/october/joint-us-eu-statement-trade-steel-and-aluminum
01/01/2022: Remplacement du droit existant de 10% pour les produits en aluminium provenant de l'Union européenne au titre de l'article 232 par un contingent tarifaire (chapitre 76 du SH)	Bureau de l'USTR, Déclaration conjointe des États-Unis et de l'UE sur le commerce de l'acier et de l'aluminium, 31 octobre 2021. Adresse consultée: https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2021/october/joint-us-eu-statement-trade-steel-and-aluminum

Mesure	Source
01/04/2022: Remplacement du droit existant de 25% pour les importations d'acier en provenance du Japon au titre de l'article 232 par un contingent en franchise de 1,25 million de tonnes métriques. Les importations hors contingent restent assujetties au droit de 25%	Département du commerce des États-Unis, Annonce des mesures visant les importations japonaises d'acier au titre de l'article 232, 7 février 2022. Adresse consultée: https://www.commerce.gov/sites/default/files/2022-02/US-Statement-on-Japan-232.pdf
Fédération de Russie	
27/11/2021: Réduction du droit d'exportation au taux de 5% pour les alliages d'aluminium et le ferrosilicium jusqu'au 31 décembre 2021	Résolution du gouvernement n° 1833 (27 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/01/2022: Réduction des droits d'exportation de 10% à 0% pour les minerais de tungstène et leurs concentrés	Résolution du gouvernement n° 2068 (27 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
Fédération de Russie (pour l'Union économique eurasiatique)	
01/01/2022: Établissement d'un taux de droit d'importation nul pour le latex destiné à la production de tapis	Décision n° 7 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (11 janvier 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 10% à 0% pour les alliages de vanadium et d'aluminium utilisés dans la production de lingots de titane	Décision n° 157 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (23 novembre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 3% à 0% pour les matières en pelletteries brutes d'agneau	Décision n° 149 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (9 novembre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour certains produits utilisés dans l'alimentation animale	Décision n° 142 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (26 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour les minerais de manganèse et leurs concentrés	Décision n° 22 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (18 février 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour le mancozèbe utilisé dans la production de produits chimiques phytosanitaires	Décision n° 132 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (4 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 11% à 5,5% pour certains produits destinés à la transformation des fruits	Décision n° 125 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 10% à 0% pour certains types de tissus de coton fabriqués à partir de fils de diverses couleurs	Décision n° 124 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour certains types d'esters d'acide phosphorique complexes	Décision n° 123 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% et de 3% à 0% pour certains types de composés chimiques organiques utilisés dans la production de remèdes de protection chimiques	Décision n° 122 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 8% à 0% visant les transformateurs pour fours à micro-ondes	Décision n° 121 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)

Mesure	Source
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour les oxydes et hydroxydes de vanadium	Décision n° 115 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (12 novembre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
28/03/2022: Réduction des droits d'importation de 10% à 0% pour certaines espèces de poisson	Décision n° 29 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (17 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/04/2022: Établissement d'un droit d'importation nul pour les électrodes de graphite	Décision n° 193 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (28 décembre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
24/03/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour certains types de fils	Décision n° 22 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (18 février 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
24/03/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour l'acide téréphtalique et ses sels	Décision n° 21 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (18 février 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
28/03/2022: Réduction des droits d'importation de 10% à 0% pour certains types de purée de fruits et les tissus fabriqués à partir de fils de laine; de 5% à 0% pour l'aniline et ses sels	Décision n° 34 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (17 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/04/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% et de 3% à 0% pour le beurre de cacao, la graisse de cacao et les matras de cuivre	Décision n° 44 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (22 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
10/04/2022: Établissement d'un taux de droit d'importation nul pour certains types de composants destinés à la production de bicyclettes	Décision n° 50 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
16/04/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour les alcools gras industriels	Décision n° 41 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (15 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
Inde	
21/12/2021: Réduction, le 21 décembre 2021, des droits de douane pour l'huile de palme désodorisée blanchie raffinée, la palmoléine désodorisée blanchie raffinée, la stéarine de palme désodorisée blanchie raffinée et toute huile de palme autre que l'huile de palme brute (de 17,5% à 12,5%)	Ministère indien des finances, Notification douanière n° 53/2021, 20 décembre 2021
02/02/2022: Modification de la première annexe de la Loi sur les douanes prévoyant une réduction des droits d'importation pour certains produits	Ministère indien des finances, 2 février 2022. Adresse consultée: https://www.indiabudget.gov.in/doc/cen/cus0722.pdf
02/02/2022: Réduction des droits d'exportation pour les cuirs et peaux bruts de buffle	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'OMC (25 avril 2022) et notification douanière n° 10/2022 (1 ^{er} février 2022)
02/02/2022: Réduction du droit d'importation pour les aiguilles à sutures	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'OMC (25 avril 2022) et notification douanière n° 15/2022 (1 ^{er} février 2022)
02/02/2022: Réduction du droit d'importation pour certains produits, comme les produits de la mer, les diamants, les fèves de cacao, le fioul et d'autres produits	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'OMC (25 avril 2022) et notification douanière n° 02/2022 (1 ^{er} février 2022)
24/02/2022: Modification de la politique d'importation pour les produits relevant des positions 8524 et 8525 du chapitre 85 du Code tarifaire de l'Inde (SH) 2022, annexe I (Politique d'importation). La politique d'importation est révisée pour faire passer l'importation de la catégorie "Restreinte" à la catégorie "Libre"	Notification n° 55/2015-2020 de la Direction générale du commerce extérieur du Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (24 février 2022). Adresse consultée:

Mesure	Source
	https://content.dqft.gov.in/Website/dqftprod/83b3ff81-8c71-47f3-9dfb-3ac1f31ab0a9/Notification%2055%20dt%2024-02-22%20Eng-.pdf
Iraq (observateur)	
10/03/2022: Suppression du droit de douane à l'importation de produits alimentaires essentiels, de matériaux de construction et de produits de consommation	Mission permanente de la République d'Iraq auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (27 avril 2022)
10/03/2022: Suppression de toutes les interdictions d'importer des produits alimentaires, des produits de consommation et des médicaments pendant deux mois (décision devant être réexaminée à la fin de la période)	Mission permanente de la République d'Iraq auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (27 avril 2022)
Japon	
01/04/2022: Abrogation du droit d'importation temporaire pour les paraffines normales	Délégation permanente du Japon auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Journal officiel du Japon, édition spéciale n° 37 (31 mars 2022)
01/04/2022: Réduction du droit d'importation pour certains chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, pour femmes ou fillettes	Délégation permanente du Japon auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Journal officiel du Japon, édition spéciale n° 37 (31 mars 2022)
Mali	
10/04/2022: Réduction de 50% des droits d'importation et des taxes à l'importation pour le riz, le sucre, les huiles comestibles et le lait en poudre	Délégation permanente du Mali auprès de l'OMC (27 avril 2022) et Communiqué du Conseil des ministres, 10 novembre 2021
Maurice	
15/01/2022: Prorogation du moratoire pour l'interdiction de certains produits en matière plastique non biodégradables à usage unique	Délégation permanente de Maurice auprès de l'OMC (13 avril 2022) et Règlement de 2021 sur la protection de l'environnement (contrôle des produits en matières plastiques à usage unique) (modification) – Avis du gouvernement n° 309 de 2021
29/01/2022: Réduction du droit de douane de 13% à 11% pour la margarine importée en provenance des pays de la SADC	Délégation permanente de Maurice auprès de l'OMC (13 avril 2022) et Règlement de 2022 sur le tarif douanier (modification de la liste) – Avis du gouvernement n° 15 de 2022
Mexique	
02/02/2022: Introduction, le 2 février 2022, d'un contingent tarifaire pour les importations de viande de volaille	Journal officiel de la Confédération, 2 février 2022. Adresse consultée: http://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5641870&fecha=02/02/2022
Nouvelle-Zélande	
01/11/2021: Suppression des droits de douane visant les importations de préparations à base de sélénium excéllentiel pour l'alimentation animale	Douanes néo-zélandaises, 13 janvier 2022. Adresse Consultée: https://www.customs.govt.nz/globalassets/documents/tariff-concession-notices/tariff-concession-approval-notice-01-2022-.pdf
01/11/2021: Suppression du droit d'importation pour les brise-vitres. Mesure visant spécifiquement l'entreprise Visy Recycling MRFS Limited	Douanes néo-zélandaises, 13 janvier 2022. Adresse consultée: https://www.customs.govt.nz/globalassets/documents/tariff-concession-notices/tariff-concession-approval-notice-01-2022-.pdf
01/11/2021: Suppression du droit d'importation visant les compléments pour l'alimentation animale	Douanes néo-zélandaises, 23 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.customs.govt.nz/globalassets/documents/tariff-concession-notices/tariff-concession-approval-notice-52-2021.pdf
01/11/2021: Concessions tarifaires pour les huiles de poisson visant spécifiquement l'entreprise GMP Pharmaceuticals Limited.	Douanes néo-zélandaises, Avis d'approbation de concession tarifaire n° 2022/03 du 27 janvier 2022 Adresse consultée: https://www.customs.govt.nz/globalassets/documents/tariff-concession-notices/tariff-concession-approval-notice-03-2022.pdf

Mesure	Source
Pakistan	
01/12/2021: Introduction de l'exonération de droits d'importation en faveur de l'Afghanistan pour la houille bitumineuse, les autres houilles, la poudre de marbre (brute ou dégrossie), plantes et parties de plantes (y compris les graines et les fruits), graines de cumin, non broyées ni pulvérisées, soufres de toute espèce, à l'exclusion du soufre sublimé, ignames (<i>Discorea</i> spp.), cadres et conteneurs (y compris les conteneurs-citernes et les conteneurs-réservoirs)	Ministère des finances et du revenu du Pakistan, 21 décembre 2021. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/202112231012414364SRO1609-2021.pdf
21/12/2021: Introduction d'une exonération de droits pour l'importation de marbre (brut ou dégrossi) en provenance d'Afghanistan et réduction du droit d'importation pour les arachides en coques en provenance d'Afghanistan de 20% à 10%	Notification des Autorités douanières du Pakistan S.R.O.1610(I)/2021, 21 décembre 2021. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/202112231012526198SRO1610-2021.pdf ; et Notification des Autorités douanières du Pakistan S.R.O.322(I)/2022, 1 ^{er} mars 2022. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/202232113255192SRO322(I)-2022.pdf
01/03/2022: Introduction d'une réduction du droit d'importation pour les pignons (chilgoza) de 10% à 0%	
Philippines	
02/12/2021: Exonération de la TVA à l'importation de matières premières, de stocks, de fournitures, de matériel, de marchandises et de matériaux d'emballage	Délégation permanente des Philippines auprès de l'OMC (25 avril 2022). Adresse consultée: https://firb.gov.ph/download/create-irr-amendments/?wpdmdl=2382&amp;refresh=62345271ebce01647596145
02/12/2021: Exonération de droits de douane pour l'importation de biens d'équipement, de matières premières, de pièces détachées et d'accessoires	Délégation permanente des Philippines auprès de l'OMC (25 avril 2022). Adresse consultée: https://firb.gov.ph/download/create-irr-%20amendments/?wpdmdl=2382&amp;refresh=62345271ebce01647596145
Royaume-Uni	
29/10/2021: Réduction des droits de douane de 6% à 0% pour les importations de poissons d'ornement	Délégation permanente du Royaume-Uni auprès de l'OMC (29 avril 2022); législation du gouvernement du Royaume-Uni Adresse consultée: https://www.legislation.gov.uk/ukxi/2021/1191/contents/made
18/03/2022: Augmentation du contingent tarifaire autonome de 5 680 000 kg à 6 500 000 kg pour les crevettes d'eau froide	Délégation permanente du Royaume-Uni auprès de l'OMC (29 avril 2022); et Ordonnance n° 05.2794 du gouvernement du Royaume-Uni. Adresse consultée: https://www.gov.uk/guidance/duty-suspensions-and-tariff-quotas
Sénégal	
11/01/2022: Prorogation de l'exonération de la taxe spécifique visant les huiles brutes destinées à la production de graisses comestibles ou de savons et les produits textiles	Délégation permanente du Sénégal auprès de l'OMC (19 mai 2022)
19/12/2021: Prorogation de l'application des régimes économiques douaniers aux demandes d'exemption du secteur pétrolier	Délégation permanente du Sénégal auprès de l'OMC (19 mai 2022)
Serbie (observateur)	
11/03/2022: Suppression temporaire des droits de douane pour les importations de pétrole brut	Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Journal officiel n° 32/1138, 10 mars 2022
Singapour	
10/03/2022: Exonération de la taxe à l'importation pour les véhicules de transport sanitaire	Délégation permanente de Singapour auprès de l'OMC (10 juin 2022). Autorités douanières de Singapour, 10 mars 2022. Adresse consultée: https://www.customs.gov.sg/files/Circular_02_2022%20(Ver%201).pdf

Mesure	Source
Suisse	
01/01/2022: Suppression de l'obligation de présenter un permis d'importation général pour importer des produits tels que les dérivés de bovins, les céréales et d'autres produits	Délégation permanente de la Suisse auprès de l'OMC (26 avril 2022)
01/01/2022: Abrogation du prélèvement de droits d'importation pour les marchandises soumises à un permis d'importation général	Délégation permanente de la Suisse auprès de l'OMC (26 avril 2022)
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois)	
01/01/2022: Levée de l'interdiction d'importer des mélanges d'huiles et 51 autres produits précédemment inclus dans la liste des marchandises soumises à des restrictions à l'importation	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022) et avis n° 11004606270 et n° 1100154088 du Bureau du commerce extérieur
01/01/2022: Suppression de l'interdiction d'exporter de l'hexachlorocyclohexane, y compris du lindane, et neuf autres produits, précédemment inclus dans la liste des marchandises soumises à des restrictions à l'exportation	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022) et avis n° 1100154088 et n° 11004606270 du Bureau du commerce extérieur
01/12/2021: Réduction temporaire des droits de douane pour 18 produits, y compris la viande bovine et le blé	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022). Avis du Ministère des finances n° 1101031589 du 9 décembre 2021, n° 1111003367 du 18 février 2022 et n° 1111008158 du 11 avril 2022
07/02/2022: Réduction temporaire des droits de douane pour quatre produits, y compris le lait en poudre pour la cuisson, le beurre et les matières grasses laitières anhydres	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022). Avis du Ministère des finances n° 1111003367 du 18 février 2022 et n° 1111008158 du 11 avril 2022
Thaïlande	
01/01/2022: Exemption de droits pour les pierres gemmes et articles de bijouterie importés en vue d'être exposés et vendus sur des foires aux minéraux et marchés aux bijoux en Thaïlande	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 138, partie spéciale 320 d, 30 décembre 2021
01/01/2022: Exemption de droits pour les produits originaires du Myanmar	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 138, partie spéciale 320 d, 30 décembre 2021
01/01/2022: Réduction des droits d'importation pour les produits originaires de la République démocratique populaire lao	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 138, partie spéciale 320 d, 30 décembre 2021
01/01/2022: Exemption et réduction des droits d'importation dans le cadre de l'Accord de rapprochement économique entre la Thaïlande et le Japon	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 138, partie spéciale 320 d, 30 décembre 2021
01/01/2022: Exemption des droits de douane dans le cadre de la zone de développement conjoint	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 138, partie spéciale 320 d, 30 décembre 2021
01/03/2022: Réduction et exemption des droits d'exportation pour le bois, les sciages et les ouvrages en bois	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 139, partie spéciale 49 d, 28 février 2022
Türkiye	
26/10/2021: Suppression temporaire des droits d'importation pour les graines de carthame (23,4%) et l'huile de tournesol brute (10%)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
28/10/2021: Suppression temporaire du droit d'importation visant les sardines utilisées dans la production de préparations ou conserves de poissons (les sardines importées à d'autres fins sont soumise à un droit d'importation de 30%)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Türkiye (2 février 2022). Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/02/20220202-10.pdf
30/12/2021: Réduction des droits d'importation (de 12% à 8%) pour l'acier inoxydable laminé à froid	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)

Mesure	Source
01/01/2022: Suppression temporaire des droits d'importation pour les lentilles, les pois chiches, le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs (jusqu'au 31 décembre 2022), le sorgho, les graines de tournesol, les graines de carthame et l'huile de tournesol	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
01/01/2022: Suppression des droits d'importation (de 19,5%) pour l'huile de palmiste utilisée dans les produits cosmétiques et le savon et pour l'oligofructose utilisé pour l'alimentation entérale	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
01/01/2022: Suppression des droits de douane additionnels pour les "chiffons, ficelles, cordes et cordages, en matières textiles, sous forme de déchets ou d'articles hors d'usage"	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
24/02/2022: Suppression des droits de douane additionnels pour certaines marchandises	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
04/03/2022: Suppression des droits d'importation pour les graines de navette ou de colza, l'huile de soja, l'huile de palme, l'huile de carthame, l'huile de navette/colza, l'huile de maïs et l'huile de tournesol raffinée	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
Ukraine	
15/03/2022: Réduction à 7% de la taxe visant le pétrole, même brut, issu de minéraux bitumineux	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022) et modifications du Code fiscal de l'Ukraine et d'autres textes législatifs de l'Ukraine pendant la période d'application de la loi martiale. Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2120-IX#Text
17/03/2022: Droit d'accise fixé à 0 euro/1 000 litres pour l'essence pour moteurs, les distillats lourds et les gaz de récupération	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022) et modifications du Code fiscal de l'Ukraine et d'autres textes législatifs de l'Ukraine pendant la période d'application de la loi martiale. Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2120-IX#Text
21/03/2022: Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les déchets et billettes de métaux ferreux et de métaux colorés, y compris pour les opérations de livraison de ces produits, notamment les opérations d'importation, jusqu'au 1 ^{er} juin 2027	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022) et Décision n° 337 du Cabinet des ministres de l'Ukraine portant modification de la Décision n° 15 du Cabinet des ministres de l'Ukraine du 12 décembre 2011 Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/337-2022-%D0%BF#Text
Union européenne	
09/11/2021: Changement de méthode de gestion du contingent tarifaire pour l'ail et la volaille originaires d'Argentine afin de faciliter les flux commerciaux	Règlement délégué (UE) 2021/1928 de la Commission du 31 août 2021
23/12/2021: Ouverture de contingents tarifaires autonomes de l'Union pour certains produits agricoles et industriels	Règlement (UE) 2021/2283 du Conseil du 20 décembre 2021
29/12/2021: Suspension des droits du Tarif douanier commun pour certains produits agricoles et industriels	Règlement (UE) 2021/2278 du Conseil du 20 décembre 2021
18/01/2022: Modifications apportées au système de gestion et aux volumes de certains contingents tarifaires (viande de bœuf et de veau de qualité supérieure, riz, hampes congelées des animaux de l'espèce bovine) afin d'éviter toute perturbation des échanges	Règlement d'exécution (UE) 2022/64 de la Commission du 17 janvier 2022
08/03/2022: Réduction du droit d'importation pour le riz décortiqué autre que le riz basmati décortiqué	Règlement d'exécution (UE) 2022/386 de la Commission du 8 mars 2022
Viet Nam	
15/04/2022: Règlement régissant l'importation de riz et de feuilles de tabac séchées originaires du Cambodge dans le cadre de contingents tarifaires pour 2021 et 2022 en vertu de l'arrangement pour le renforcement du commerce bilatéral entre le Royaume du Cambodge et le Viet Nam	Délégation permanente du Viet Nam auprès de l'OMC (30 mai 2022) et Circulaire n° 06/2022/TT-BCT. Adresse consultée: https://moit.gov.vn/van-ban-phap-luat/van-ban-phap-quy/thong-tu-quy-di-nh-viec-nhap-khau-mat-hang-gao-va-la-thuoc-la-kho-co-xuat-xu-tu-vuong-quoc-campuchia-theo-han-ngach-thue-.html

Renseignements enregistrés mais non vérifiés

Mesure	Source
Arabie saoudite, Royaume d'	
14/02/2022: Suppression des redevances pour la délivrance de déclarations en douane aux fins des exportations saoudiennes	Agence de presse saoudienne, 14 février 2022. Adresse consultée: https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=2329412#:~:text=14%2C%202022%2C%20SPA%20%E2%80%93%20Zakat,the%20Kingdom%20of%20Saudi%20Arabia
Bangladesh	
16/03/2022: Réduction à 5% de la taxe à l'importation visant les fèves de soja et l'huile de palme	AgriCensus, 16 mars 2022. Adresse consultée: https://www.agricensus.com/Article/Bangladesh-reduces-import-tax-on-soy-and-palm-oil-to-5-21182.html#:~:text=The%20government%20of%20Bangladesh%20has,the%20country's%20Gazette%20on%20Wednesday.
Bélarus	
01/01/2022: Réduction des droits d'exportation pour le pétrole et les produits pétroliers destinés à être exportés en dehors de l'Union économique eurasiatique (UEE)	Belta News, 29 décembre 2021. Adresse consultée: https://eng.belta.by/economics/view/belarus-to-reduce-export-duties-on-oil-oil-products-146621-2021/
Chine	
29/10/2021: Publication de la "Liste des fournitures destinées à la recherche scientifique, au développement scientifique et technologique et à l'enseignement importées pendant la période du "14 ^{ème} Plan quinquennal" et exonérées de taxes à l'importation"	Ministère des finances de la République populaire de Chine, Document d'orientation n° 44/2021 (29 octobre 2021). Adresse consultée: http://gss.mof.gov.cn/gzdt/zhengcefabu/202111/t20211105_3763557.htm
10/12/2021: Publication de l'"Avis d'adaptation des catalogues pertinents des politiques en matière de taxes à l'importation pour les équipements essentiels de haute technologie", ce qui a permis de faciliter les importations de produits spécifiques	Document n° 198/2021 du Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (10 décembre 2021). Adresse consultée: https://www.miit.gov.cn/zwgk/zcwj/wjfb/tz/art/2021/art_e8514d1785cd41ddae3672e03729ce7f.html
24/12/2021: Élargissement de la politique de "franchise de droits" pour les matières premières et les matières auxiliaires dans le port franc de Hainan à 187 produits supplémentaires	Ministère des finances de la République populaire de Chine, Document d'orientation n° 49/2021 (24 décembre 2021). Adresse consultée: http://gss.mof.gov.cn/gzdt/zhengcefabu/202112/t20211224_3777961.htm
26/12/2021: Du 26 décembre au 30 juin 2022, prorogation de la période d'exclusion pour la sixième liste d'exclusions concernant les marchandises soumises à des droits de douane en provenance des États-Unis et du Canada	Ministère des finances de la République populaire de Chine, Administration des impôts, document n° 9/2021 (24 décembre 2021). Adresse consultée: http://gss.mof.gov.cn/gzdt/zhengcefabu/202112/t20211224_3777971.htm
04/02/2022: Suppression de toutes les restrictions applicables aux importations de blé et d'orge en provenance de la Fédération de Russie	Reuters, 4 février 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/russia-china-grains-idAFL1N2UF10Y
14/02/2022: Décision du Ministère des finances et d'autres administrations visant à élargir le champ d'application de la politique de "franchise de droits" aux importations de matériel de production pour leur propre usage dans le port franc de Hainan	Ministère des finances de la République populaire de Chine, document n° 4/2021, 14 février 2022. Adresse consultée: http://gss.mof.gov.cn/gzdt/zhengcefabu/202202/t20220214_3787450.htm
Égypte	
01/05/2022: Approbation des importations de blé en provenance d'Inde soumises à inspection avant expédition	Hindustan Times. Adresse consultée: https://www.hindustantimes.com/india-news/egypt-clears-indian-wheat-trade-negotiations-on-with-more-nations-101650047092272.html
Indonésie	
16/10/2021: Réduction de la TVA pour les importations de produits de luxe (de 125% à un taux compris entre 20% et 95%)	Règlement n° 141/PMK.010/2021 du Ministère des finances de l'Indonésie (13 octobre 2021). Adresse consultée: https://jdih.kemenkeu.go.id/download/fcd2b15d-9e52-4589-85c2-5bd131aa4777/141~PMK.010~2021Per.pdf

Mesure	Source
02/02/2022: Réduction de la taxe sur les voitures de luxe	Règlement n° 5/PMK.010/2022 du Ministère des finances de l'Indonésie (2 février 2022). Adresse consultée: https://jdih.kemenkeu.go.id/in/dokumen/peraturan/98553b06-d1d4-4fea-6d9d-08d9eab51bf7
Royaume-Uni	
26/04/2022: Suppression de tous les droits et contingents d'importation pour les marchandises en provenance de l'Ukraine	Portail du gouvernement de l'Ukraine, 26 avril 2022. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/ministry-economy-united-kingdom-has-announced-abolition-all-tariffs-and-quotas-goods-ukraine
Türkiye	
26/10/2021: Suppression de l'interdiction d'exporter des engrais organiques, des engrais solubles dans l'eau et des engrais spéciaux	Dünya news, 26 octobre 2021. Adresse consultée: https://www.dunya.com/ekonomi/organik-suda-cozunebilir-ozel-gubrelerde-ihracat-yasagi-kalkti-haberi-637743
04/03/2022: Suppression des droits de douane pour le tournesol, le maïs, le colza et l'huile de palme (en vigueur jusqu'au 30 juin 2022)	Journal officiel de la Türkiye, 3 mars 2022. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/03/20220304-10.pdf

ANNEXE 2 – MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES¹

(MI-OCTOBRE 2021 À MI-MAI 2022)

Renseignements vérifiés²

Mesure	Source
Afrique du Sud (pour l'Union douanière d'Afrique australe)	
Ouverture, le 22 octobre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de vitrages de sécurité feuilletés en provenance de Chine (droits provisoires imposés le 18 mars 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ZAF, du 9 mai 2022. Journal officiel n° 45352 avis n° 623 de 2021 et Journal officiel n° 46056 avis n° 1894 de 2022
Ouverture, le 22 octobre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de bûches, pelles, piques, râpeaux, raclours et fourches en provenance d'Inde	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ZAF, du 9 mai 2022
Ouverture, le 26 octobre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de chaînes à maillons soudés non articulés fabriqués à partir de fils ou de barres fer ou d'acier de section ronde d'un diamètre de 4 mm ou plus mais n'excédant pas 20 mm en provenance de Chine (droits provisoires imposés le 1 ^{er} avril 2022)	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (26 avril 2022) et Journal officiel n° 46165, Avis n° 180 de 2022
Ouverture, le 31 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de nouveaux pneumatiques en caoutchouc des types utilisés pour les voitures de tourisme, les autobus ou camions en provenance de Chine	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (26 avril 2022) et Journal officiel n° 45851, Avis n° 795 de 2022
Argentine	
Suppression, le 1 ^{er} novembre 2021, des droits antidumping pour les importations de mécanismes moteur pour ascenseurs et monte-charge en provenance de Chine (ouverte le 3 juin 2009 et droits provisoires et définitifs imposés le 2 mars 2010 et le 4 décembre 2010, respectivement)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ARG, du 21 mars 2022
Clôture, le 3 novembre 2021, de l'enquête antidumping visant les importations de polystyrène, expansible, en granulés en provenance de Chine et du Taipei chinois (enquête ouverte le 27 mai 2020 et droit provisoire imposé le 29 mars 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ARG, du 21 mars 2022
Ouverture, le 30 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire (<i>nebulizadores</i>) en provenance de Chine et du Taipei chinois (droits provisoires imposés le 3 mai 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ARG, du 21 mars 2022; et Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022)
Ouverture, le 23 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames en poly(méthacrylate de méthyle) en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ARG, du 21 mars 2022

¹ L'inclusion de toute mesure dans la présente annexe n'implique aucun jugement, direct ou indirect, de la part du Secrétariat de l'OMC quant à la compatibilité de toute mesure mentionnée avec les dispositions de l'un quelconque des Accords de l'Organisation.

² Les renseignements qui figurent dans la présente section ont été fournis par le Membre concerné ou confirmés à la demande du Secrétariat.

Mesure	Source
Ouverture, le 29 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de benzoate de sodium en provenance de Chine et des Pays-Bas	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ARG, du 21 mars 2022
Ouverture, le 31 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'appareils à fonctions multiples, équipés d'accessoires interchangeables pour le traitement des aliments, pour emploi à la main; batteurs pour emploi à la main, même présentés avec accessoires et mixers, en provenance du Brésil	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022), <i>Resolución No. 205/2022, Ministerio de Desarrollo Productivo Secretaría de Industria, Economía del Conocimiento y Gestión Comercial Externa</i> . Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/260113/20220331?busqueda=1
Ouverture, le 28 avril 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'articles pour usages sanitaires, en céramique: cuvettes d'aisance, réservoirs de chasse, lavabos, colonnes (piédestal) et bidets en provenance de Chine	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022); et <i>Resolución No. 246/2022, RESOL-2022-246-APN-SIECYGCE#MDP</i> . Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/261524/20220428
Australie	
Suppression, le 17 octobre 2021, des droits antidumping pour les importations d'ananas (pour la consommation) en provenance de Thaïlande (imposés le 17 octobre 2001)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
Suppression, le 17 octobre 2021, des droits antidumping pour les importations d'ananas (pour la restauration et l'industrie) en provenance de Thaïlande (droits imposés le 17 octobre 2001)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
Suppression, le 17 octobre 2021, des droits antidumping pour les importations de verre flotté transparent d'une épaisseur nominale comprise entre 3 et 12 mm en provenance de Chine et de Thaïlande (enquête ouverte le 19 avril 2010. L'enquête a été close le 22 décembre 2010, mais elle a repris le 21 mars 2011, à la suite d'un recours auprès du fonctionnaire chargé du réexamen des mesures commerciales. Droits imposés le 17 octobre 2011)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
Clôture (pas de mesure), le 12 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de tubes en cuivre en provenance de Chine et de République de Corée (mesure ayant fait l'objet d'un appel) (ouverte le 13 juillet 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
Clôture (pas de mesure), le 12 novembre 2021, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de tubes en cuivre en provenance de Chine (ouverte le 13 juillet 2020)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/AUS, du 13 avril 2022
Suppression, le 13 novembre 2021, des droits antidumping pour les importations d'ananas "pour la restauration et l'industrie" en provenance des Philippines (imposés le 13 novembre 2006)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
Clôture (pas de mesure), le 15 novembre 2021, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc d'une largeur inférieure à 600 mm en provenance de Chine et du Viet Nam (ouverte le 30 juin 2020)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/AUS, du 13 avril 2022
Clôture (pas de mesure), le 15 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc d'une largeur inférieure à 600 mm en provenance de Chine et du Viet Nam (ouverte le 30 juin 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
Clôture, le 15 novembre 2021, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc d'une largeur supérieure ou égale à 600 mm en provenance du Viet Nam (enquête ouverte le 30 juin 2020 et droit provisoire imposé le 23 septembre 2021)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/AUS, du 13 avril 2022; et Avis antidumping n° 2021/123 (22 septembre 2021) et 2021/145 (15 novembre 2021)

Mesure	Source
Clôture (pas de mesure), le 15 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc d'une largeur supérieure ou égale à 600 mm en provenance du Taipei chinois (ouverte le 30 juin 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
Clôture (pas de mesure), le 26 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de feuillards d'acier peints en provenance du Viet Nam (ouverte le 27 mai 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
Clôture (pas de mesure), le 18 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de verre flotté transparent en provenance de Malaisie (ouverte le 27 avril 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022. Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (23 avril 2022) et Ministère de l'industrie, de la science, de l'énergie et des ressources du gouvernement australien, Avis antidumping 2022/017
Clôture (pas de mesure), le 4 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de certains tubes en cuivre en provenance du Viet Nam (ouverte le 22 mars 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, 14 mars 2022 et Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (23 avril 2022)
Suppression, le 24 mars 2022, des droits antidumping pour les importations de couvercles de canettes refermables en provenance de Malaisie, des Philippines et de Singapour (enquête ouverte le 18 mai 2016. Droit provisoire et définitif imposé le 5 octobre 2016 et le 18 mai 2017, respectivement)	Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (23 avril 2022) et Avis antidumping n° 2022/031 (13 avril 2022)
Brésil	
Clôture (pas de mesure), le 4 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'acier inoxydable laminé à froid (304) en provenance d'Indonésie et d'Afrique du Sud (ouverte le 25 février 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/BRA, du 18 mars 2022
Suppression, le 4 novembre 2021, des droits antidumping pour les importations de tuyaux en fer en provenance de Chine, d'Inde et des Émirats arabes unis (enquête ouverte le 8 mai 2018 et droits définitifs imposés le 8 novembre 2019)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/BRA, du 18 mars 2022
Ouverture, le 10 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de capsules de gélatine dure, vides en provenance du Mexique et des États-Unis	Document de l'OMC G/ADP/N/364/BRA, du 18 mars 2022
Clôture (pas de mesure), le 28 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de produits laminés en aluminium en provenance de Chine (ouverte le 29 juillet 2020)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022) et Circulaire du SECEX n° 46/2020 (28 juillet 2020)
Suppression, le 22 février 2022, des droits antidumping pour les importations d'anneaux et disques en ferrite à aimants permanents en provenance de Chine (imposés le 8 juin 1998)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022) et Circulaire du SECEX n° 11/2022 (22 février 2022)
Canada	
Suppression, le 24 décembre 2021, des droits antidumping pour les importations de certains petits transformateurs en provenance d'Autriche, de République de Corée et du Taipei chinois (enquête ouverte le 15 avril 2021. Droits provisoires imposés le 27 août 2021)	Documents de l'OMC G/ADP/N/357/CAN, du 15 octobre 2021 et G/ADP/N/364/CAN, du 14 avril 2022. Agence des services frontaliers du Canada – Avis sur les déterminations préliminaires n° SPT 2021 IN (27 août 2021)
Suppression, le 26 janvier 2022, des droits antidumping pour les importations de certains produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique (enquête ouverte le 30 juin 2021. Droits provisoires imposés le 28 septembre 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/CAN, du 14 avril 2022; Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (25 avril 2022) et avis n° NQ-2021-004 du Tribunal canadien du commerce extérieur (26 janvier 2022)
Suppression, le 22 février 2022, des droits antidumping pour les importations de produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Autriche (enquête ouverte le 7 juillet 2021. Droit provisoire imposé le 25 octobre 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/CAN, du 14 avril 2022. Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (25 avril 2022) et avis n° NQ-2021-006 du Tribunal canadien du commerce extérieur (22 février 2022)

Mesure	Source
Ouverture, le 24 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de matelas en provenance de Chine	Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Agence des services frontaliers du Canada – Avis n° MAT 2022 IN (24 février 2022)
Ouverture, le 24 février 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de matelas en provenance de Chine	Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Agence des services frontaliers du Canada – Avis n° MAT 2022 IN (24 février 2022)
Ouverture, le 25 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de tiges de forage en provenance de Chine	Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Agence des services frontaliers du Canada – Avis n° DP 2022 IN (25 mars 2022)
Ouverture, le 25 mars 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de tiges de forage en provenance de Chine	Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Agence des services frontaliers du Canada – Avis n° DP 2022 IN (25 mars 2022)
Chine	
Clôture, le 18 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'alliage ferreux amorphe en ruban (bande) en provenance du Japon et des États-Unis (enquête ouverte le 18 novembre 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/CHN, du 1 ^{er} avril 2022
Ouverture, le 7 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de phtalocyanines en provenance d'Inde	Délégation permanente de la Chine auprès de l'OMC (21 avril 2022) et Annonce du Ministère du commerce n° 7 de 2022
Suppression, le 7 janvier 2022, des droits compensateurs provisoires pour les importations de polyphénylènes éthers (PPE ou PPO) en provenance des États-Unis (enquête ouverte le 14 août 2020. Droit provisoire imposé le 15 octobre 2021)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/CHN, du 1 ^{er} avril 2022 et Délégation permanente de la Chine auprès de l'OMC (22 avril 2022)
Costa Rica	
Suppression, le 28 mars 2022, des droits antidumping pour les importations de sucre blanc cristallisé, non raffiné en provenance du Brésil (enquête ouverte le 14 juillet 2015 et droits définitifs imposés le 28 mars 2017)	Délégation permanente du Costa Rica auprès de l'OMC (26 avril 2022)
Inde	
Suppression, le 20 octobre 2021, des droits antidumping pour les importations de phénol en provenance d'Union européenne, de Singapour et du Royaume-Uni (enquête ouverte le 15 octobre 2014. Droits définitifs imposés le 8 mars 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Suppression, le 31 octobre 2021, des droits antidumping pour les importations de fibres de verre en provenance de Chine (enquête ouverte le 8 janvier 2010. Droits provisoires et définitifs imposés le 14 juillet 2010 et le 4 mars 2011, respectivement)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Clôture (pas de mesure), le 2 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de vitamine C en provenance de Chine (ouverte de 4 septembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Suppression, le 11 novembre 2021, des droits antidumping pour les importations de panneaux de fibres de moyenne densité bruts ayant une épaisseur égale ou supérieure à 6 mm en provenance du Viet Nam (enquête ouverte le 7 mai 2015. Droits définitifs imposés le 14 juillet 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Suppression, le 30 novembre 2021, des droits antidumping pour les importations de Polytétrafluoroéthylène – I en provenance de Fédération de Russie (imposés le 30 juin 1999)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Suppression, le 3 décembre 2021, des droits antidumping pour les importations de papiers pour copieurs non couchés ni enduits en provenance de Thaïlande (enquête ouverte le 2 novembre 2017. Droits définitifs imposés le 4 décembre 2018)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022

Mesure	Source
Clôture (pas de mesure), le 10 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de caprolactame en provenance d'Union européenne, de République de Corée, de Fédération de Russie et de Thaïlande (enquête ouverte le 30 septembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Clôture (pas de mesure), le 23 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de persulfates en provenance de Chine et des États-Unis (enquête ouverte le 28 septembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Suppression, le 6 janvier 2022, des droits antidumping pour les importations de 1,1,1,2-Tétrafluoroéthane ou de R-134 a de tous types en provenance de Chine (enquête ouverte le 19 août 2009. Droits provisoires le 19 avril 2010. Droits définitifs imposés le 15 juillet 2011)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Suppression, le 13 janvier 2022, des droits antidumping pour les importations de produits plats en aciers alliés ou non alliés enduits de couleur/prépeints en provenance de Chine, d'Union européenne et du Royaume Uni (enquête ouverte le 29 juin 2016. Droits provisoires et définitifs imposé le 11 janvier 2017 et le 17 octobre 2017, respectivement)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
Ouverture, le 24 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de carreaux de revêtement en vinyle autres qu'en rouleaux ou à plat en provenance de Chine, du Taipei chinois et du Viet Nam	Notification F n° 6/17/2021-DGTR (Affaire n° AD-(OI)-16/2021) du Ministère du commerce et de l'industrie – Département du commerce – Direction générale des mesures correctives commerciales (24 janvier 2022)
Ouverture, le 24 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'acide ursodéoxycholique "AUDC" en provenance de Chine et de République de Corée	Notification F. n° 6/15/2021-DGTR, (Affaire n° -AD-(OI) 15/2021) du Ministère du commerce et de l'industrie – Département du commerce – Direction générale des mesures correctives commerciales (24 janvier 2022)
Suppression, le 24 janvier 2022, des droits antidumping pour les importations de pellicules souples de PVC en provenance de Chine (enquête ouverte le 1 ^{er} février 2010. Droits provisoires et définitifs imposés le 30 juillet 2010 et le 25 août 2011, respectivement)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND du 22 avril 2022
Corée, République de	
Ouverture, le 28 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'hydroxyde d'aluminium en provenance d'Australie et de Chine	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Avis public de la KTC n° 2022-4
Ouverture, le 28 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de pellicules en polyamide biaxialement orienté en provenance de Chine, d'Indonésie et de Thaïlande	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Avis public de la KTC n° 2022-5
États-Unis	
Ouverture, le 25 octobre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'attelages de wagons de fret et certains de leurs composants en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/364/USA, du 8 avril 2022
Ouverture, le 25 octobre 2021, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations d'attelages de wagons de fret et certains de leurs composants en provenance de Chine	Document de l'OMC G/SCM/N/386/USA, du 7 avril 2022
Ouverture, le 1 ^{er} novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine, du Mexique et de Fédération de Russie	Document de l'OMC G/ADP/N/364/USA, du 8 avril 2022

Mesure	Source
Ouverture, le 30 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de certains polymères superabsorbants en provenance de République de Corée	Document de l'OMC G/ADP/N/364/USA, du 8 avril 2022
Ouverture, le 10 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de styrène-butadiène polymérisé en émulsion en provenance de République tchèque, d'Italie et de Fédération de Russie	Document de l'OMC G/ADP/G/N/364/USA, du 8 avril 2022
Madagascar	
Clôture (pas de mesure), le 14 décembre 2021, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations d'huiles lubrifiantes (enquête ouverte le 14 août 2019)	Document de l'OMC G/SG/N/10/MDG/6/Suppl.1-G/SG/N/11/MDG/6/Suppl.3, du 17 décembre 2021
Clôture (pas de mesure), le 14 décembre 2021, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations d'huiles végétales alimentaires et de margarines (enquête ouverte le 14 août 2019)	Document de l'OMC G/SG/N/10/MDG/5/Suppl.1-G/SG/N/11/MDG/7/Suppl.3, du 17 décembre 2021
Mexique	
Clôture (pas de mesure), le 4 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de brames en acier au carbone et en aciers alliés en provenance du Brésil et de Fédération de Russie (ouverte le 21 septembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/MEX, du 21 mars 2022
Ouverture, le 14 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de ferromanganèse à haute teneur en carbone en provenance d'Inde	Délégation permanente du Mexique auprès de l'OMC (26 avril 2022)
Nouvelle-Zélande	
Suspension temporaire, le 28 mars 2022, (jusqu'au 30 septembre 2022) des droits antidumping pour les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc en provenance de République de Corée (enquête ouverte le 8 juin 2021 et droits provisoires imposés le 2 décembre 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/NZL, du 1 ^{er} avril 2022; et Délégation permanente de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC (25 avril 2022)
Pakistan	
Suppression, le 30 décembre 2021, des droits antidumping pour les importations de canettes en aluminium pour boissons en provenance des Émirats arabes unis (enquête ouverte le 1 ^{er} novembre 2018 et droit provisoire imposé le 3 mai 2019)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/PAK, du 10 mars 2022
Suppression, le 24 novembre 2021, des droits antidumping pour les importations de carreaux de revêtement et de pavement en provenance de Chine (enquête ouverte le 19 février 2016. Droits provisoires et définitifs imposés le 18 février et le 11 octobre 2017, respectivement)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/PAK, du 10 mars 2022
Pérou	
Ouverture, le 24 décembre 2021, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations de vêtements (chapitres 61, 62 et 63 du SH)	Document de l'OMC G/SG/N/6/PER/4, du 6 janvier 2022
Royaume d'Arabie saoudite (pour le Conseil de coopération du Golfe)	
Ouverture, le 4 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de polymères super absorbants en provenance de Belgique, de Chine, de France, du Japon, de République de Corée et de Singapour	Document de l'OMC G/ADP/N/364/SAU, du 14 mars 2022
Royaume-Uni	
Ouverture, le 7 avril 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de planches à repasser en provenance de Türkiye	Royaume Uni, portail public de l'Autorité chargée des mesures correctives commerciales, 7 avril 2022. Adresse consultée: https://www.gov.uk/government/news/tra-opens-new-investigation-into-subsidised-ironing-boards

Mesure	Source
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois)	
Ouverture, le 6 mai 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de verre flotté en plaque en provenance de Malaisie, d'Indonésie et de Thaïlande	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022)
Thaïlande	
Ouverture, le 3 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'extrusions d'aluminium en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/364/THA, du 24 février 2022
Türkiye	
Suppression, le 7 décembre 2021, des droits antidumping pour les importations d'outils à percer et d'outils à fraiser en provenance de Chine (imposés le 4 février 2005)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/TUR, du 7 mars 2022
Ouverture, le 26 janvier 2022, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations de fils de nylon ou d'autres polyamides	Document de l'OMC G/SG/N/14/TUR/12, du 4 février 2022
Clôture (pas de mesure), le 26 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de polyéthylène basse densité en provenance du Royaume d'Arabie saoudite (ouverte le 17 octobre 2020)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
Ukraine	
Clôture, le 8 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'échelles en aluminium en provenance du Bélarus, de Chine, de Pologne et de République slovaque (enquête ouverte le 1 ^{er} septembre 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/UKR, du 18 mars 2022
Ouverture, le 24 décembre 2021, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations de certains types de fromages	Document de l'OMC G/SG/N/6/UKR/24, du 6 janvier 2022
Union européenne	
Ouverture, le 17 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de roues en aluminium en provenance du Maroc	Document de l'OMC G/ADP/N/364/EU, du 13 avril 2022
Ouverture, le 18 novembre 2021, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de certains systèmes d'électrodes de graphite en provenance de Chine	Document de l'OMC G/SCM/N/386/EU, du 23 mars 2022
Ouverture, le 30 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'acides gras en provenance d'Indonésie	Document de l'OMC G/ADP/N/364/EU, du 13 avril 2022
Ouverture, le 13 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de carreaux en céramique en provenance d'Inde et de Türkiye	Avis de la Commission 2021/C 501/08 (13 décembre 2021)
Ouverture, le 29 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de récipients en verre en provenance du Bélarus	Document de l'OMC G/ADP/N/364/UKR, du 18 mars 2022

ANNEXE 3 – AUTRES MESURES LIÉES AU COMMERCE¹

(MI-OCTOBRE 2021 À MI-MAI 2022)

Renseignements vérifiés²

Mesure	Source
Afrique du Sud (pour l'Union douanière d'Afrique australe)	
05/11/2021: Augmentation (de 0% à 15%) des droits d'importation pour certains tubes, tuyaux et profilés creux	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (26 avril 2022) et Journal officiel n° 44570 (3 décembre 2021)
05/11/2021: Augmentation des droits d'importation, respectivement de 0% à 10% et de 10% à 15%, pour certains tubes, tuyaux et profilés creux, Rapport de l'ITAC n° 463	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (26 avril 2022) et Journal officiel n° 45427 (5 novembre 2021)
03/12/2021: Augmentation, au 3 décembre 2021, des droits d'importation pour différents types de récipients (boîtes en fer blanc, seaux et bombes aérosols). Les importations en provenance de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE), de la SADC, du MERCOSUR et de la ZLECAF sont exemptées	Journal officiel du gouvernement sud-africain n° 45570, Avis n° 1562 (3 décembre 2021)
Argentine	
01/11/2021: Mise à jour des valeurs de référence pour les exportations d'huiles essentielles et de citrons, pour certaines destinations	Resolución General No. 5091/2021 Administración Federal de Ingresos Públicos – Dirección General de Aduanas (26 octobre 2021)
10/11/2021: Mise à jour des valeurs de référence pour les exportations de certains morceaux non désossés de viande bovine, pour certaines destinations	Resolución General No. 5096/2021 Administración Federal de Ingresos Públicos – Dirección General de Aduanas 5 novembre 2021
15/12/2021: Introduction, le 15 décembre 2021, de contingents d'exportation de 41,5 millions de t pour le maïs et 12,5 millions de t pour le blé	Boletín Oficial de la República Argentina, 16 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/254625/20211217
16/12/2021: Mise à jour de la liste des "valeurs critères" (valeurs critère de caractère preventivo) pour les importations de roues de bicyclettes, de provenances spécifiques	Administración Federal de Ingresos Públicos – Dirección General de Aduanas, Resolución General No. 5116/2021 (10 décembre 2021)
26/12/2021: Prorogation supplémentaire de l'interdiction temporaire d'exporter des déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles) et des déchets lingotés en fer ou en acier; des déchets et débris de cuivre; et des déchets et débris d'aluminium (initialement mise en œuvre le 25 décembre 2020, pour 360 jours)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Décret n° 909/2021. Adresse consultée: https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/decreto-909-2021-359062/texto
01/01/2022: Interdiction temporaire d'exporter de la viande des animaux de l'espèce bovine, fraîche ou réfrigérée (en carcasses ou demi-carcasses, et certains morceaux non désossés ou désossés). Restrictions temporaires à l'exportation visant certains morceaux de viande bovine (par exemple plat de côtes, bavette, filet, flanchet) (du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023)	Decreto No. 911/2021 – Carne Bovina (30 décembre 2021)
01/01/2022: Prorogation de l'autorisation provisoire d'augmenter les taux appliqués au titre du Tarif extérieur commun du MERCOSUR, mais sans excéder les niveaux consolidés,	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022); et Decreto No. 910/2021 – Consejo del Mercado Común (30 décembre 2021)

¹ L'inclusion de toute mesure dans la présente annexe n'implique aucun jugement, direct ou indirect, de la part du Secrétariat de l'OMC quant à la compatibilité de toute mesure mentionnée avec les dispositions de l'un quelconque des Accords de l'Organisation.

² Les renseignements qui figurent dans la présente section ont été fournis par le Membre concerné ou confirmés à la demande du Secrétariat.

Mesure	Source
(jusqu'à 28%) pour les importations de certains produits laitiers, à savoir le lait, la crème de lait, le lactosérum et le fromage; et (jusqu'à 35%) pour les pêches, y compris les brugnonns et les nectarines, préparées ou conservées; ainsi que sur certains jouets (en vigueur du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2030)	
03/01/22: Mise à jour des valeurs de référence pour les exportations de certains types de plomb sous forme brute, pour certaines destinations	Resolución General No. 5127/2021 Administración Federal de Ingresos Públicos – Dirección General de Aduanas (27 décembre 2021)
19/03/2022: Augmentation (de 31 à 33%) des droits d'exportation pour l'huile et la farine de soja au moyen d'une suspension temporaire du Décret n° 790/2020 qui imposait un écart de 2% sur les droits d'exportation applicables aux produits à base de soja (en vigueur du 19 mars au 31 décembre 2022)	Avis du gouvernement argentin, Décret n° 131/2022, 18 mars 2022. Adresse consultée: http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/360000-364999/362460/norma.htm ; Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022)
Bolivie, État plurinational de	
09/03/2022: Mise en œuvre temporaire d'une prescription en matière de certificat d'approvisionnement intérieur et de prix juste (Certificado de Abastecimiento Interno y Precio Justo) pour les exportations de maïs, sorgho et sucre afin d'éviter une pénurie locale, entraînant une interdiction temporaire à l'exportation	Decreto Supremo No. 4680, 9 mars 2022. Adresse consultée: http://www.gacetaoficialdebolivia.gob.bo/edicions/view/1484NEC
Brésil	
13/12/2021: Suspension de l'application au commerce avec le Royaume-Uni de concessions ou d'autres obligations substantiellement équivalentes résultant du GATT de 1994 sous la forme d'une majoration des droits applicables à certains produits en acier	Document de l'OMC G/SG/N/12/BRA/5 du 14 décembre 2021
Corée, République de	
11/11/2021: Restriction temporaire des exportations d'urée, même en solution aqueuse (autre que les engrais agricoles ou pour la fabrication d'engrais agricoles) et d'urée en solution aqueuse (en vigueur du 11 novembre 2021 au 31 décembre 2021)	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KOR/3/Add.2 du 10 décembre 2021
États-Unis	
23/12/2021: Interdiction des importations en provenance de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (Chine)	White House Briefing Room, 23 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.whitehouse.gov/briefing-room/legislation/2021/12/23/bill-signed-h-r-6256/
27/12/2021: Suppression, au titre de la section 232 sur les processus d'exclusion concernant les droits de douane sur l'acier et l'aluminium, de certaines exclusions générales approuvées	Federal Register, 9 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.federalregister.gov/documents/2021/12/09/2021-26634/removal-of-certain-general-approved-exclusions-gaes-under-the-section-232-steel-and-aluminum-tariff
Fédération de Russie	
01/01/2022: Exportation de certains bois et ouvrages de bois (y compris les rondins) vers l'Union européenne autorisée uniquement via un point de passage en Finlande	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et résolution gouvernementale n° 1225 (20 juillet 2021). Adresse consultée: http://government.ru/docs/all/135747/
01/01/2022: Augmentation des droits d'exportation (jusqu'à 80%) pour certains types de bois et ouvrages en bois (y compris les rondins)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 2068, 27 novembre 2021. Adresse consultée: http://static.government.ru/media/files/H89JL2J98CP6kzLuQ2I9u6msAKbGC9ts.pdf
02/02/2022: Introduction d'une interdiction d'exporter des engrais. Exemption pour les exportations vers les États membres de l'Union économique eurasiatique (mesure supprimée le 1 ^{er} avril 2022)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 82, 1 ^{er} février 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202202010020

Mesure	Source
09/03/2022: Introduction d'une prescription en matière de licences d'exportation pour plusieurs produits tels que les équipements technologiques, médicaux et de télécommunications, les véhicules, les machines agricoles, les équipements électriques, ainsi que les wagons et locomotives, les conteneurs, les machines à tailler le métal ou la pierre, les dispositifs d'affichage, les projecteurs, les consoles et les panneaux de contrôle, à destination de l'UEE, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 312, 9 septembre 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202203100025
09/03/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter plus de 200 produits tels que des appareils électroménagers, des équipements médicaux, des produits des industries mécaniques, des produits agricoles et des appareils électriques. Les exportations vers l'UEE, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont exemptées (mesure en vigueur du 9 mars au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 311 (9 septembre 2022) Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202203100034
15/03/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter du froment (blé), du méteil, du seigle, de l'orge et du maïs jusqu'au 30 juin 2022	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 362, 14 mars 2022. Adresse consultée: http://static.government.ru/media/files/mFNyZAgGZoCX4NPnqgbhA9na3WsirKpb.pdf
15/03/2022: Interdiction temporaire d'exporter du sucre blanc et du sucre brut depuis la Fédération de Russie (mesure en vigueur du 15 mars au 31 août 2022 (la mesure ne concerne pas l'UEE))	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 361, 14 mars 2022. Adresse consultée: http://static.government.ru/media/files/bVkpqbEiqYPfe4g8cvMZOsBx1gmLeQJ.pdf
01/04/2022: Interdiction temporaire d'exporter des graines de tournesol et de colza (en vigueur du 1 ^{er} avril au 31 août 2022)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 529, 31 mars 2022. Adresse consultée: http://static.government.ru/media/files/949V09wqaMZSxoalznqkfYrvuxk03Ah.pdf
15/04/2022: Extension des contingents d'exportation pour les engrais	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 670, 15 avril 2022. Adresse consultée: http://static.government.ru/media/files/HFkANK2NRZgorHjWMHvINKIfM9qufnTe.pdf
15/04/2022: Contingent d'exportation temporaire pour l'huile de tournesol (en vigueur du 15 avril au 31 août 2022)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC, 20 mai 2022; et gouvernement de la Fédération de Russie, 31 mars 2022. Adresse consultée: http://static.government.ru/media/files/75qvzn9yXzI807JiOo6CAoCVAsWWm5E.pdf
01/05/2022: Établissement d'un taux "variable" pour les droits d'exportation pour les tourteaux de tournesol	Décret gouvernemental n° 548, 31 mars 2022 et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/05/2022: Établissement d'un taux "variable" pour les droits d'exportation pour les tourteaux de graines de tournesol et autres résidus solides	Décret gouvernemental n° 532, 31 mars 2022, et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/05/2022: Établissement d'un droit d'exportation de 5% pour les graines de lin, mais pas moins de 100 USD par 1 000 kg	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution gouvernementale n° 531, 31 mars 2022
Fédération de Russie (pour l'Union économique eurasiatique)	
02/01/2022: Établissement d'un droit d'importation au taux de 5% pour les fibres de méta-aramides destinées à la fabrication de matériaux non tissés utilisés dans la fabrication d'équipements de protection individuelle	Décision n° 126 du Conseil d'administration de la Commission économique eurasiatique, 29 octobre 2021, et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
Guatemala	
26/11/2021: Suppression des droits d'importation, remplacés par des contingents tarifaires, pour les importations de riz décortiqué (du 26 novembre 2021 au 31 décembre 2021)	Délégation permanente du Guatemala auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Acuerdo Ministerial No. 511-2021

Mesure	Source
12/03/2022: Suppression des droits d'importation, remplacés par des contingents tarifaires, pour les importations de maïs blanc	Délégation permanente du Guatemala auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Acuerdo Ministerial No. 128-2022
Inde	
29/11/2021: Modifications apportées à la politique d'exportation d'huile d'agar et de copeaux et poudre de bois d'agar obtenu par propagation artificielle. L'exportation est passée dans la catégorie "restreinte". Contingent d'exportation de 25 000 kg/an de copeaux et poudre de bois d'agar (<i>Aquilaria malaccensis</i>) et contingent d'exportation de 1 500 kg/an d'huile d'agar	Notification n° 45/2015-2020 de la Direction générale du commerce extérieur du Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (29 novembre 2021)
01/01/2022: Modifications apportées à la politique d'importation de graines de pastèques. Augmentation du contingent temporaire d'importation à 15 000 TM (en vigueur du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022)	Ministère du commerce et de l'industrie (Département du commerce), Avis public n° 41/2015-2020 (6 décembre 2021). Adresse consultée: https://egazette.nic.in/WriteReadData/2021/231631.pdf
10/01/2022: Modifications apportées à la politique d'exportation d'énoxaparine (formulation et ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA)) et immunoglobuline en intraveineuse (formulation et IPA). L'exportation est passée dans la catégorie "restreinte"	Notification n° 50/2015-2020 de la Direction générale du commerce extérieur du Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (10 janvier 2022)
25/01/2022: Modifications apportées en vue de restreindre la politique d'exportation de cheveux bruts, même lavés ou dégraissés, déchets de cheveux ou cheveux bruts sous toute autre forme. L'exportation est passée dans la catégorie "restreinte"	Notification n° 51/2015-2020 de la Direction générale du commerce extérieur du Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (25 janvier 2022)
11/02/2022: Modifications apportées à la politique d'importation de graines de haricots mungo (lentilles)	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Notification n° S.O.624(E) (présentée par la Division de la politique d'exportation (agriculture) du Département du commerce)
13/05/2022: Introduction d'une interdiction d'exporter du froment (blé)	Gouvernement de l'Inde, Ministère du commerce et de l'industrie, 13 mai 2022 Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/9032ac12-29a8-4a67-8e3b-bd0dc07c39a5/Noti%2006%20Eng.pdf
Kazakhstan	
22/01/2022: Interdiction temporaire des exportations de bétail et petits ruminants vivants	Document de l'OMC G/AG/N/KAZ/18 du 27 avril 2022
22/01/2022: Interdiction temporaire des exportations de pommes de terre et de carottes	Document de l'OMC G/AG/N/KAZ/16 du 27 avril 2022
22/02/2022: Interdiction temporaire des exportations de pommes de terre	Document de l'OMC G/AG/N/KAZ/17 du 27 avril 2022
19/04/2022: Restriction quantitative temporaire des exportations de froment (blé) et de méteil, et de farine de froment (blé) ou de méteil (jusqu'au 15 juin 2022)	Document de l'OMC G/AG/N/KAZ/19 du 27 avril 2022
Macédoine du Nord	
18/03/2022: Interdiction d'exporter du froment (blé), de l'orge, du maïs, de la farine, des graines de tournesol, de l'huile de tournesol	Délégation permanente de la Macédoine du Nord auprès de l'OMC (16 mai 2022); Journal officiel de la Macédoine du Nord n° 67/2022; Journal officiel de la Macédoine du Nord n° 93/2022
Mali	
06/12/2021: Suspension des exportations de graines de coton, tourteaux de graines de coton, millet, sorgho et riz produit dans le pays, jusqu'à nouvel ordre	Délégation permanente du Mali auprès de l'OMC (27 avril 2022) et Arrêté interministériel n° 5126/MEF-MIC-SG (6 décembre 2021)
Mexique	
23/11/2021: Augmentation temporaire, le 23 novembre 2021, des droits à l'importation pour divers produits en fer et en acier (chapitres 72 et 73) qui passent à 15% (des diminutions progressives sont prévues entre juin 2022 et octobre 2024)	Diario Oficial de la Federación, 22 novembre 2021. Adresse consultée: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5635991&fecha=22/11/2021

Mesure	Source
Moldova, République de	
01/03/2022: Interdiction temporaire d'exporter certains produits tels que le froment (blé), le sucre, le maïs (à l'exception du maïs de semence, ligne tarifaire 1005.10), en raison de la déclaration de l'état d'urgence	Document de l'OMC G/MA/QR/N/MDA/2/Add.2 du 2 mars 2022
Myanmar	
09/11/2021: Imposition de licences d'importation pour certaines marchandises (mesure actualisée le 25 janvier 2022, le 1 ^{er} mars 2022, le 9 mars 2022 et le 29 mars 2022)	Délégation permanente du Myanmar auprès de l'OMC (20 mai 2022). Bulletins du Ministère du commerce n° 18/2021 (9 novembre 2021), 1/2022 (25 janvier 2022), 2/2022 (1 ^{er} mars 2022), 3/2022 (9 mars 2022), 5/2022 (29 mars 2022)
Pakistan	
27/01/2022: Introduction d'une hausse des droits de douane pour les importations en provenance d'Afghanistan de carbonate de disodium (jusqu'au 30 juin 2022), de 0 à 20%, de fils de filaments synthétiques de 0 à 10%, de fibres synthétiques discontinues de polypropylène de 0 à 10%, de véhicules électriques sous forme entièrement construite avec un bloc de batteries de plus de 50 kWh, à l'exception des bus commerciaux et des camions (jusqu'au 30 juin 2022) de 0 à 10%, de certains types de véhicules (jusqu'au 30 juin 2022) de 15 à 50%	Ministère des finances et du revenu du Pakistan, 27 janvier 2022. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/2022128151121578SRO157-2022.pdf
République kirghize	
11/12/2021: Interdiction temporaire d'exporter du bois et des ouvrages en bois	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.11 du 10 décembre 2021
13/01/2022: Interdiction temporaire d'exporter du calcaire coquillier brut ou dégrossi, scié ou autrement débité en blocs ou en plaques de forme carrée ou rectangulaire	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.12 du 12 janvier 2022
15/01/2022: Interdiction temporaire d'exporter des déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier (à l'exception des scories)	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.13 du 18 janvier 2022
19/03/2022: Interdiction temporaire d'exporter certains types de produits agricoles depuis la République kirghize vers des territoires douaniers en dehors du territoire douanier de l'Union économique eurasiatique, à l'exception du transit et de l'aide humanitaire fournie par la République kirghize. Cette mesure expirera le 19 septembre 2022	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.16 du 22 mars 2022
Sénégal	
07/01/2022: Interdiction d'importer des véhicules automobiles dépassant un certain âge	Délégation permanente du Sénégal auprès de l'OMC (19 mai 2022) et Décret n° 2001-72 du 26/01/2001
Serbie (observateur)	
10/03/2022: Interdiction temporaire d'exportation, levée le 22 avril 2022, quand l'interdiction a été remplacée par des restrictions quantitatives à l'exportation, sauf pour certains types d'huiles végétales	Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Journal officiel de la RS n° 32, 10 mars 2022; n° 35, 17 mars 2022; et n° 48, 15 avril 2022
22/04/2022: Restrictions quantitatives à l'exportation d'huile, de froment (blé), de maïs, de farine, introduites le 22 avril 2022, pour lesquelles les quantités ont été définies sur une base mensuelle	Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Journal officiel de la RS n° 49, 21 avril 2022; n° 52, 30 avril 2022; et n° 57, 12 mai 2022
22/04/2022: Restrictions quantitatives à l'exportation de farine de froment (blé), introduites le 22 avril 2022, pour lesquelles les quantités ont été définies sur une base mensuelle (contingent mensuel de 23 000 t) La mesure a été levée le 15 mai 2022	Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
Sri Lanka	
10/03/2022: Introduction de prescriptions en matière de licences d'importation visant divers produits	Journal officiel de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, 9 mars 2022. Adresse consultée: http://documents.gov.lk/files/eqz/2022/3/2270-18_E.pdf

Mesure	Source
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois)	
01/03/2022: Interdiction d'importer des "Pit Bull Terrier: Pit Bull Terrier américain et Staffordshire Terrier Américain", et ajout de ces animaux à la Liste des produits soumis à des restrictions à l'importation	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022) et Bureau du Commerce extérieur, document n° 11004603301
Thaïlande	
06/01/2022: Interdiction d'exporter des animaux vivants de l'espèce porcine afin de prévenir la réduction très importante de la production d'animaux vivants de l'espèce porcine en Thaïlande (6 janvier 2022-5 avril 2022)	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et document de l'OMC G/MA/QR/N/THA/2/Add.5, 11 janvier 2022
Ukraine	
05/03/2022: Introduction le 5 mars 2022 de prescriptions en matière de licences non automatiques pour l'exportation de maïs et d'huile de tournesol. La mesure a été abrogée le 25 mars 2022	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022); et document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5/Add.2, 25 mars 2022
06/03/2022: Introduction de prescriptions en matière de licences pour l'exportation de froment (blé) et d'un mélange de blé et de seigle (méteil), de maïs, viande de poulet domestique, œufs de poules domestiques. Les produits relevant des catégories 020711.00, 020712.00, 020713.00, 020714.00, 040721.00, 1001.00, 0102, 0202, 0210 20 du Code UKTZED sont soumis à des licences automatiques	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022); et documents de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5/Add.2 du 25 mars 2022; et G/MA/QR/N/UKR/5/Add.4 du 28 avril 2022
06/03/2022: Introduction de restrictions à l'exportation pour certains produits agricoles	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022); et document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5/Add.2, 25 mars 2022
06/03/2022: Introduction de restrictions à l'exportation pour certains produits agricoles (jusqu'au 10 mai 2022)	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022); et document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5/Add.2, 25 mars 2022
12/03/2022: Introduction d'une interdiction d'exporter des engrais. La position "Engrais minéraux ou chimiques (3102), zéro tonne" a été remplacée par "Engrais minéraux ou chimiques (3102 10 10 00, 3102 10 90 00, 3102 21 00 00, 3102 29 00 00, 3102 30 10 00, 3102 30 90 00, 3102 80 00 00), volume contingentaire de 210 000 t" (en vigueur du 25 mars 2022 au 1er juillet 2022)	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022). Documents de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5/Add.3, 5 avril 2022; et G/MA/QR/N/UKR/5/Add.4, 28 avril 2022
Union européenne	
06/03/2022: À compter du 6 mars 2022, les exportations de froment (blé), de seigle, d'orge, d'avoine, de maïs, de fèves de soja et de graines de tournesol sont subordonnées à la présentation d'une demande à l'autorité hongroise compétente, qui peut décider d'exercer ou non le droit de préemption au prix du marché	Document de l'OMC G/AG/N/EU/77, 13 avril 2022

Renseignements enregistrés mais non vérifiés

Mesure	Source
Algérie (observateur)	
01/03/2022: Interdiction d'exporter tous les produits de consommation que l'Algérie importe tels que le sucre, les pâtes, l'huile, la semoule et tous les dérivés du blé	Africanews, 14 mars 2022. Adresse consultée: https://www.africanews.com/2022/03/14/algéria-bans-export-of-food/
Arabie saoudite, Royaume d'	
28/10/2021: Imposition d'une interdiction visant toutes les importations en provenance du Liban (chapitres 01 à 97)	Arabian Business, 31 octobre 2021. Adresse consultée: https://www.arabianbusiness.com/politics-economics/470418-economic-collapse-forecast-i

Mesure	Source
	f-gcc-were-to-ban-lebanese-imports ; et Al Jazeera, 29 octobre 2021. Adresse consultée: https://www.aljazeera.com/economy/2021/10/29/saudi-arabia-bans-imports-from-lebanon-expels-ambassador
Argentine	
13/03/2022: Interdiction temporaire d'exporter de l'huile de soja (en vigueur du 13 au 21 mars 2022)	Reuters, 14 mars 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/world/americas/argentina-halts-export-registration-soy-oil-meal-2022-03-14/
Azerbaïdjan (observateur)	
01/03/2022: Restrictions temporaires à l'exportation de farine, céréales, froment (blé), oléagineux et certains autres produits alimentaires (jusqu'au 31 décembre 2022)	Azernews, 19 mars 2022. Adresse consultée: https://www.azernews.az/nation/190963.html
Bangladesh	
23/03/2022: En vertu de l'ordonnance sur la politique d'exportation 2021-2024, introduction d'une interdiction d'exporter plusieurs produits tels que le naphte, le mazout, les huiles lubrifiantes, le bitume, le condensat, le White Spirit et l'essence pour moteurs, les armes à feu, munitions et matériels connexes; matières radioactives; les reliques archéologiques; les squelettes humains, le plasma sanguin ou tout objet produit à partir d'êtres humains ou de sang humain; les légumineuses de toutes sortes (sauf transformées); toutes crevettes sauf réfrigérées, congelées et transformées; les oignons; l'ail et le gingembre	Portail national du Bangladesh, 23 mars 2022. Adresse consultée: http://www.epb.gov.bd/sites/default/files/files/epb.portal.gov.bd/files/52edff8c_b3b9_49c6_a94a_1c35f11557a0/2022-03-31-04-04-71951d5a37613723b44818e697ab8d5a.pdf
Bélarus (Observateur)	
01/12/2021: Augmentation des droits d'exportation pour le pétrole et les produits pétroliers exportés en dehors de l'Union économique eurasiatique (UEE)	Belta News, 29 décembre 2021. Adresse consultée: https://enq.belta.by/economics/view/belarus-to-reduce-export-duties-on-oil-oil-products-146621-2021/
01/02/2022: Augmentation des droits d'exportation pour le pétrole et les produits pétroliers exportés en dehors de l'Union économique eurasiatique (UEE)	Comité exécutif régional de Vetka, 2 février 2022 Adresse consultée: http://vetka.gomel-region.by/en/republic-en/view/belarus-raises-export-duties-on-oil-oil-products-17100/
Burkina Faso	
23/02/2022: Interdiction d'exporter des farines de maïs, de millet et de sorgho	FAO, 29 mars 2022. Adresse consultée: https://www.fao.org/giews/food-prices/food-policies/detail/en/c/1492066/
Chine	
01/02/2022: Restrictions et interdictions à l'importation visant certains produits australiens	Financial Review, 17 janvier 2022. Adresse consultée: https://www.afr.com/policy/economy/china-trade-ban-defied-by-exporters-20220113-p59nzu
01/02/2022: Interdiction d'importer du bœuf, des produits laitiers et de l'alcool	South China Morning Post, 10 février 2022 Adresse consultée: https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3166507/chinas-lithuanian-beef-import-ban-labelled-unilateral
28/02/2022: Interdiction d'importer des rondins de bois en provenance de Lituanie	Global Times, 28 février 2022. Adresse consultée: https://www.globaltimes.cn/page/202202/1253493.shtml
Égypte	
01/03/2022: Interdiction d'exporter de l'huile végétale et du maïs	Reuters, 12 mars 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/egypt-commodities-exports-idUSC6N2S302J

Mesure	Source
Fédération de Russie	
01/12/2021: Introduction d'un contingent d'exportation temporaire pour les engrais azotés (5,9 millions de t) et les engrais contenant de l'azote (5,35 millions de t)	Reuters, 3 novembre 2021. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/russia-fertilizers-idUSL1N2RU140
Indonésie	
01/01/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter du charbon (en vigueur du 1 ^{er} au 31 janvier 2022)	Ministère de l'énergie et des ressources minérales, communiqué de presse n° 1.Pers/04/SJI/2022 (1 ^{er} janvier 2022). Adresse consultée: https://www.esdm.go.id/id/media-center/arsip-berita/hindari-pemadaman-10-juta-pelanggan-pln-pemerintah-larang-sementara-ekspor-batubara
24/01/2022: Introduction d'une prescription en matière de licences d'exportation visant l'huile de palme brute et l'huile de cuisson usagée	Ministère du commerce de la République d'Indonésie, Règlement n° 2/2022 (18 janvier 2022). Adresse consultée: https://peraturan.bcperak.net/sites/default/files/peraturan/2022/02-tahun-2022.pdf
10/03/2022: Renforcement des obligations relatives au marché intérieur concernant les exportateurs d'huile de palme brute, d'oléine raffinée, blanchie et désodorisée et d'autres mélanges, le taux passant de 20 à 30% de leur volume d'exportation	Décret du Ministre du commerce n° 170/2022 du 9 mars 2022.
28/04/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter de l'huile de palme (mesure supprimée le 23 mai 2022)	Ministère du commerce de la République d'Indonésie, Règlement n° 22/2022, 27 avril 2022. Adresse consultée: http://jdih.kemendag.go.id/peraturan/detail/2407/2%C2%A0 et Nikkei Asia, 19 mai 2022, adresse consultée: https://asia.nikkei.com/Economy/Indonesia-to-lift-palm-oil-export-ban-on-May-23
Népal	
12/04/2022: Introduction de restrictions à l'importation visant des produits non essentiels, en réponse à la chute des réserves en devises	BBC News, 12 avril 2022. Adresse consultée: https://www.bbc.com/news/business-61076089
République libanaise (Observateur)	
01/03/2022: Interdiction d'exporter certains produits tels que les fruits et légumes transformés, les produits de la minoterie, le sucre, le pain et certains types d'alcool. L'interdiction concerne aussi les aliments pour les animaux	Reuters, 11 mars 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/lebanon-economy-exports-idAFC6N2U8028
Türkiye	
07/12/2021: Introduction de contingents d'exportation de 100 000 kg sur les anguilles (<i>anguilla anguilla</i>) et de 1 500 kg sur les sangsues médicinales (<i>Hirundo verbana</i>)	Ministère turc de l'agriculture et des forêts, 7 décembre 2021
30/12/2021: Prescriptions en matière de licences d'exportation pour le sucre (30 décembre 2021) et pour certains ouvrages de bois (11 mars 2022)	Journal officiel de Türkiye, n° 31705, 30 décembre 2021; et Journal officiel de Türkiye n° 31775, 11 mars 2022
01/01/2022: Augmentation des droits d'importation pour certains produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, passant de la franchise de droits à un droit de 15%	Journal officiel de la Türkiye n° 31706, 31 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2021/12/20211231M3-1.pdf
01/01/2022: Introduction d'un contingent d'importation en franchise de droits pour les tissus Pertex et tissus de doublure traités destinés à être utilisés comme intrants dans des processus de production. Augmentation simultanée des droits pour les mêmes produits destinés à être utilisés autrement que comme intrants dans des processus de production	Journal officiel de la Türkiye n° 31706, 31 décembre 2021

Mesure	Source
27/02/2022: Interdiction d'exporter de l'huile d'olive, des haricots et des lentilles rouges	Dünya news, 27 février 2022. Adresse consultée: https://www.dunya.com/ekonomi/ukrayna-savasi-nedeniyle-uc-urune-ihracat-kisitlamasi-haberi-650190
01/03/2022: Interdiction d'exporter de l'huile de soja, des graines de tournesol, de l'huile de coton, des graines de colza, de l'huile de moutarde, de l'huile de maïs et de la margarine	Ahval news, 6 avril 2022. Adresse consultée: https://ahvalnews.com/turkey-economy/turkey-bans-exports-sunflower-oil-after-denying-reports-shortages
Ukraine	
01/03/2022: Interdiction d'exporter du gaz naturel	Ukrinform, 4 mars 2022. Adresse consultée: https://www.ukrinform.net/rubric-economy/3419471-ukraine-stops-exporting-natural-gas-at-midnight.html

ANNEXE 4 – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES¹

(DE MI-OCTOBRE 2021 À MI-MAI 2022)

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
MESURES AFFECTANT DIVERS SECTEURS					
Algérie (observateur)					
La Loi de finances pour 2022, adoptée le 31 décembre, impose à toutes les entreprises étrangères non résidentes qui n'ont pas d'établissement professionnel permanent en Algérie, mais exercent des activités sur le territoire du pays, d'enregistrer auprès du centre des impôts compétent tout contrat conclu avec un débiteur algérien.	Mode 1	Tous les secteurs	Loi de finances pour 2022 Adresses consultées: https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2021/F2021100.pdf https://taxnews.ey.com/news/2022-0151-algerias-2022-finance-act-introduces-new-tax-measures	1 ^{er} janvier 2022	
Arabie saoudite, Royaume d'					
Une nouvelle loi s'appliquant aux données personnelles de tous les résidents saoudiens (ressortissants ou non) a été publiée. Les entreprises étrangères qui traitent les données personnelles de résidents saoudiens doivent désigner un représentant local agréé à cette fin. Les transferts de données hors du Royaume d'Arabie saoudite peuvent être effectués pour des motifs limités qui sont précisés dans la loi, ou pour "d'autres motifs" qui seront définis dans les règlements à venir. Même si le transfert relève d'une catégorie autorisée, une approbation doit être obtenue auprès des autorités	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Loi sur la protection des données personnelles Décret royal n° M/19 du 9/2/1443H Résolution du cabinet n°98 du 7/2/1443H Adresse consultée: https://www.employmentlawworldview.com/saudi-arabias-new-personal-data-protection-law-key-points-for-employers	Entrée en vigueur: 23 mars 2022	
Belize					
Une nouvelle loi a été adoptée pour donner un effet juridique à tous les documents, registres et signatures électroniques; abroger la Loi sur les transactions électroniques, chapitre 229:03 des Lois fondamentales, édition révisée 2011; et pour traiter les questions qui y sont liées ou qui en découlent.	Modes 1 et 2	Services Internet et autres services de réseau	Loi n° 25 de 2021 sur les transactions électroniques Source: Mission permanente du Belize auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: octobre 2021	X

¹ Le fait qu'une mesure figure dans la présente annexe n'implique aucun jugement de la part du Secrétariat de l'OMC quant à la nature protectionniste ou non de cette mesure ou de son objet. En outre, aucun élément de l'annexe ne vaut jugement, direct ou indirect, quant à la compatibilité d'une mesure donnée avec les dispositions de tel ou tel Accord de l'OMC.

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Une nouvelle loi a été adoptée pour réglementer la collecte, le stockage, l'utilisation et la dissémination de données personnelles; protéger la vie privée des individus pour ce qui est de leurs données personnelles; et pour traiter les questions qui y sont liées ou qui en découlent.	Modes 1 et 2	Services Internet et autres services de réseau	Loi n° 45 de 2021 sur la protection des données Source: Mission permanente du Belize auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: novembre 2021	X
Cambodge					
Le gouvernement a adopté une nouvelle loi qui instaure, à partir du 1 ^{er} avril 2022, une TVA de 10% applicable aux ventes effectuées vers le Cambodge par toutes les entreprises non résidentes dans le cadre du commerce électronique entre entreprises et consommateurs finals. Pour ce qui est du commerce électronique entre entreprises, les acheteurs enregistrés au Cambodge doivent s'acquitter d'une TVA de 10% par l'intermédiaire d'un mécanisme d'autoliquidation, que le fournisseur non résident soit enregistré ou non aux fins de la TVA.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	Décision (Prakas) n° 542 du MEF (du 8 septembre 2021) sur les règles et procédures régissant l'application de la TVA au commerce électronique Adresse consultée: https://research.hktdc.com/en/article/OTc50TQ0NDEz	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	
Chili					
Le 23 septembre 2021, le Décret suprême n° 6 de 2021 du Ministère de l'économie, du développement et du tourisme a été publié au Journal officiel, approuvant le Règlement sur le commerce électronique. L'objectif est d'améliorer la transparence et la qualité des renseignements fournis aux consommateurs sur les plates-formes de commerce électronique afin de favoriser des prises de décisions éclairées et de renforcer ainsi le droit des consommateurs au libre choix.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Décret suprême n° 6 de 2021 portant approbation du Règlement sur le commerce électronique Adresses consultées: https://www.bcn.cl/leychile/navegar?i=1165504 https://www.garriques.com/en_GB/new/chile-e-commerce-regulations-published-promote-transparency-consumer-information	Entrée en vigueur: mars 2022	X
Chine					
Les Mesures administratives spéciales (liste négative) relatives à l'accès de l'investissement étranger aux zones franches expérimentales (édition 2021) ont abaissé le nombre d'éléments sur la liste à 27.	Mode 3	Divers secteurs	Ordonnance de la Commission nationale pour le développement et la réforme et du Ministère du commerce (n° 48 de 2021) Adresse consultée: https://www.garriques.com/en_GB/new/china-issues-new-versions-negative-lists-foreign-investment	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	X
L'Administration du cyberspace de la Chine, en concertation avec 12 autres administrations publiques, a fait paraître le 4 janvier 2022 les nouvelles mesures d'examen de la cybersécurité, modifiant les mesures d'examen de la cybersécurité publiées le 10 juillet 2021. Ces	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Nouvelles mesures d'examen de la cybersécurité	Entrée en vigueur: 15 février 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
nouvelles mesures soumettent à un examen de la cybersécurité les exploitants d'infrastructures d'informations essentielles qui acquièrent des produits et services de réseaux qui ont ou pourraient avoir une incidence sur la sécurité nationale, ainsi que les exploitants de plates-formes de réseaux exerçant des activités de traitement des données qui ont ou pourraient avoir une incidence sur la sécurité nationale ou qui détiennent les informations personnelles de plus d'un million d'utilisateurs et prévoient de s'inscrire en bourse à l'étranger.			Adresse consultée: https://www.china-briefing.com/news/a-close-reading-of-chinas-new-cybersecurity-review-measures-in-effect-february-15-2022		
Colombie					
Le gouvernement a publié un nouveau décret qui établit les conditions minimales des règles d'entreprise contraignantes, afin de certifier les bonnes pratiques en matière de protection des données personnelles et de transfert de données vers des pays tiers.	Modes 1 et 3	Services Internet et autres services de réseau	Decreto 255 del 23 de febrero de 2022 Adresse consultée: https://dapre.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20255%20DEL%2023%20DE%20FEBRERO%20DE%202022.pdf	Publication: 23 février 2022	X
Émirats arabes unis					
Le gouvernement d'Abou Dhabi a lancé une plateforme pour licences virtuelles qui permet aux investisseurs étrangers non-résidents d'obtenir une licence économique pour faire des affaires à Abou Dhabi, sans avoir à réaliser de procédure préalable en matière de résidence et depuis tout endroit hors des Émirats arabes unis, avec la possibilité d'exercer son activité depuis un autre pays. Ces licences peuvent être octroyées dans 13 secteurs stratégiques, y compris le commerce de gros et de détail, le transport, le stockage, les activités de services administratifs et d'appui, et les services liés à la santé. Les investisseurs étrangers peuvent déposer une demande de licence et détenir jusqu'à 100% d'une société à responsabilité limitée et d'une entreprise individuelle.	Modes 1 et 3	Divers secteurs	Adresse consultée: https://added.gov.ae/Media-Center/Business-News/ADDED-Launches-Abu-Dhabi-Abu-Dhabi-Virtual-Licence-for-Non-Resident-Foreign-Investors	Entrée en vigueur: 21 octobre 2021	
Le 20 septembre 2021, les Émirats arabes unis ont publié un décret-loi abrogeant la Loi fédérale n° 1 de 2006. La Loi accorde le même poids et le même traitement aux signatures électroniques et manuscrites, et dispose que les documents électroniques ne perdent aucune validité juridique ou force exécutoire en raison de leur forme électronique. Elle dispose que les opérations peuvent être partiellement ou intégralement	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Décret-loi fédéral n° 46 de 2021 sur les transactions électroniques et les services de confiance électronique ("Loi sur les transactions électroniques") Adresse consultée: https://insightplus.bakermckenzie.com/bm/technology-media-telecommunications_1/united-arab-emirates-update-to-electronic-	Entrée en vigueur: 2 janvier 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
conclues par des moyens automatisés et que les contrats qui en résultent sont valables, ont force exécutoire et produisent des effets juridiques, même en l'absence d'interaction personnelle ou directe entre personnes physiques dans le processus de conclusion du contrat. La Loi établit également que toute forme de signature ou cachet électronique peut être utilisée pour toutes les opérations, y compris les contrats passés avec des entités publiques.			transactions-law-to-align-with-national-digital-vision-and-strategy		
États-Unis					
Le Comité des investissements étrangers (CFIUS) a publié de nouveaux règlements mettant à jour la liste de pays recensant les "États étrangers faisant exception". Le Canada et l'Australie ont été ajoutés à la liste et ne sont plus soumis à l'examen mené par le CFIUS concernant les investissements non majoritaires et certaines transactions immobilières. Ces pays sont également exemptés des procédures de dépôt obligatoires pour investir aux États-Unis. En outre, la Nouvelle-Zélande a été ajoutée sur la liste probatoire de pays, sur laquelle figure déjà le Royaume-Uni, et il a été décidé de prolonger la période probatoire jusqu'au 13 février 2023 pour déterminer si les deux pays remplissaient les critères requis pour obtenir un statut permanent.	Mode 3	Divers secteurs	Département du Trésor – fiche d'information Adresse consultée: https://home.treasury.gov/system/files/206/Fact-Sheet-Final-Rule-Revising-EFS-Definitions-2.pdf	Entrée en vigueur: 13 février 2022	
Kazakhstan					
Le Président a signé une loi apportant des modifications au Code des impôts et à la Loi sur la promulgation du Code des impôts. Depuis le 1 ^{er} janvier 2022, les ventes numériques de marchandises et de services réalisées par des entités étrangères auprès de particuliers au Kazakhstan sont assujetties à une TVA de 12%. De ce fait, si toutes les conditions sont réunies, les fournisseurs étrangers seront tenus de s'inscrire au registre de la TVA et ils devront s'acquitter de la TVA au Kazakhstan tous les trimestres.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	Loi relative à la promulgation du Code de la République du Kazakhstan sur les impôts et autres contributions budgétaires obligatoires (Code des impôts) – modification Adresse consultée: https://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=102917	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Maroc					
L'Office des changes a instauré de nouvelles mesures visant à libéraliser la réglementation des changes. Ces mesures visent notamment à: - relever le plafond des transferts annuels effectués par des personnes morales au titre de	Plusieurs modes	Tous les secteurs	Ministère de l'économie et des finances (circulaire n° 1/2022) Adresse consultée: https://www.oc.gov.ma/sites/default/files/reglementation/pdf/2022-01/IGOC%202022.pdf	3 janvier 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>leurs investissements à l'étranger, qui passe de 150 millions à 200 millions de dirhams;</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmenter la dotation pour les voyages personnels à l'étranger, dont le montant de base de 100 000 dirhams par an peut être majoré de 30% du revenu imposable. Le montant total ne doit pas dépasser 300 000 dirhams par personne et par an; et - autoriser les salariés et professionnels étrangers résidant au Maroc à disposer d'un compte en devises ou en dirhams convertibles à concurrence de 100% de leur revenu net. 					
Moldova					
<p>Le gouvernement a approuvé une nouvelle loi sur le contrôle des activités d'investissement dans les domaines suivants: exploitation d'énergie (y compris énergie électrique, gaz naturel et produits du pétrole), transport, eau et assainissement, industrie aérospatiale, défense, exploitation de l'intelligence artificielle, robotique, cybersécurité, services de trafic aérien, émissions télévisées, services audiovisuels, fourniture de services de réseaux et de communications électroniques fixes ou mobiles et fourniture de services dans les ports nationaux.</p> <p>Avant de réaliser tout investissement dans ces secteurs, les investisseurs étrangers doivent obtenir l'approbation du Conseil pour la promotion des projets d'investissement d'importance nationale, composé du Premier ministre, des ministres clés du pays et des chefs de diverses autorités publiques.</p> <p>Le contrôle porte sur les investissements effectués par les personnes qui, directement ou indirectement, à titre individuel ou collectif (y compris en tant que propriétaire effectif ultime):</p> <ul style="list-style-type: none"> - détiennent ou acquièrent une participation qualifiée dans une entreprise des secteurs visés; - concluent un contrat de concession; - concluent un partenariat public-privé; - concluent des contrats d'investissement avec les pouvoirs publics; - effectuent des opérations de ventes d'actifs qui sont détenus par des entreprises ayant réalisé des 	Mode 3	Divers secteurs	<p>Loi n° 174/2021 sur le mécanisme d'examen des investissements, d'intérêt pour la sécurité nationale</p> <p>Adresse consultée: https://pack190md.org/moldova-investment-control-legislation-entered-into-force</p>	19 novembre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
investissements dans un secteur visé pour une valeur équivalente à au moins 25% de celle des actifs; ou - concluent, pour le compte d'une entreprise détenant des investissements dans un secteur visé, une ou plusieurs transactions financières connexes (prêts, crédits ou aides) avec des entités de pays tiers qui sont directement ou indirectement contrôlées par les gouvernements des pays tiers. Cette loi permet également au gouvernement de déterminer les actifs qu'il juge importants pour la sécurité de l'État et qui devront faire l'objet d'une approbation.					
Nigéria					
Depuis le 1 ^{er} janvier 2022, les entreprises non résidentes qui fournissent des services numériques au Nigéria doivent s'enregistrer et recouvrer la taxe sur la valeur ajoutée auprès de leurs clients nigériens. Les services numériques seront au soumis au taux courant de 7,5%.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	Loi de finances 2021 Adresse consultée: https://www.avalara.com/vatlive/en/vat-news/nigeria-introduces-simplified-vat-regime-on-b2c-digital-services-from-january-1-2022.html	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Le gouvernement a introduit une taxe de 6% sur le chiffre d'affaires des entreprises non résidentes qui fournissent certains services numériques à des consommateurs nigériens. Parmi les services visés figurent les applications, les transactions à haute fréquence, le stockage de données électroniques ou la publicité en ligne.	Mode 1	Divers secteurs	Loi de finances 2021 Adresse consultée: https://qz.com/africa/2137660/google-meta-and-others-raise-nigeria-prices-due-to-digital-tax	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Philippines					
La Loi de 1991 sur l'investissement étranger contient les dispositions suivantes: - les investisseurs étrangers peuvent créer et détenir entièrement des petites et moyennes entreprises, sauf dans les secteurs où la participation étrangère est interdite ou limitée par la Constitution philippine ou la législation existante; - le seuil minimal de capital libéré de 200 000 USD est retiré pour les moyennes entreprises; - le montant du capital minimum exigé pour créer une entreprise peut être abaissé à 100 000 USD sous réserve que les investisseurs étrangers embauchent au moins 15 travailleurs locaux, utilisent des technologies de pointe telles que définies par le Ministère de la science et de la	Mode 3	Tous les secteurs	Loi de la République n° 11647, Journal officiel de la République des Philippines Adresse consultée: https://www.officialgazette.gov.ph/2022/03/02/republic-act-no-11647	Signature: 2 mars 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>technique, ou disposent du statut de jeune entreprise ou de facilitateur de jeunes entreprises au titre de la Loi de la République n° 11337 prévoyant des avantages et programmes afin de renforcer, promouvoir et développer l'écosystème des jeunes entreprises aux Philippines; et</p> <p>- un comité interinstitutions chargé de coordonner la promotion de l'investissement a été créé pour:</p> <p>i) canaliser tous les efforts de promotion et de facilitation afin de favoriser les investissements étrangers dans le pays; ii) élaborer un plan stratégique global de promotion et de commercialisation de l'investissement à moyen et long terme (FIPMP); et iii) mener un examen des branches de production stratégiques aux fins de la sécurité nationale.</p>					
<p>Le Président a signé une loi modifiant la Loi sur les services publics, autorisant une participation étrangère allant jusqu'à 100% dans les secteurs des services de télécommunications, des services logistiques, des services ferroviaires et des services de transport maritime national. Auparavant, ces activités de services étaient considérées comme des "services publics" et la participation étrangère était limitée à 40%.</p> <p>Désormais, les services publics concernent uniquement les entreprises exerçant dans les domaines suivants: distribution et transport d'électricité, systèmes de transport par oléoduc de pétrole et de produits pétroliers, systèmes de distribution de l'eau par conduites, systèmes d'assainissement et d'évacuation des eaux usées, ports maritimes et véhicules de services publics.</p> <p>La modification donne également une définition des "infrastructures essentielles", qui renvoient à tout service public impliquant la détention, l'utilisation ou l'exploitation de systèmes et d'actifs d'une nécessité telle que leur dysfonctionnement ou destruction aurait des effets préjudiciables sur la sécurité nationale. Cette mesure définit spécifiquement les télécommunications comme relevant des infrastructures essentielles et permet au Président de désigner tout autre service comme tel. Les services à valeur ajoutée ne sont pas</p>	Mode 3	Divers secteurs	<p>Loi de la République n° 11659, portant modification de la Loi sur les services publics</p> <p>Adresse consultée: https://asia.nikkei.com/Economy/Philippines-allows-foreigners-to-own-telcos-airlines-and-railways</p>	Entrée en vigueur: 7 avril 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>considérés comme des infrastructures essentielles. Les étrangers peuvent désormais détenir jusqu'à 100% du capital dans des secteurs de services de télécommunication considérés comme des infrastructures essentielles, mais seulement si le pays de ces ressortissants étrangers accorde la réciprocité aux ressortissants philippins.</p> <p>La modification contient également des sauvegardes interdisant la participation au capital par des entreprises publiques étrangères dans les secteurs de services publics entrant dans la catégorie des infrastructures essentielles.</p>					
<p>Les Philippines ont publié l'Arrêté administratif conjoint n° 22-01, qui regroupe toutes les règles et lignes directrices existantes concernant les entreprises en ligne et porte adoption du Code de conduite des entreprises en ligne établi par l'ASEAN, pour veiller à ce que les négociants aient conscience de leurs responsabilités envers les consommateurs.</p>	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Arrêté administratif conjoint n° 22-01</p> <p>Adresse consultée: https://www.dti.gov.ph/archives/news-archives/joint-administrative-order-on-online-business-released</p>	Entrée en vigueur: 4 mars 2022	
Rwanda					
<p>Une nouvelle loi sur la protection des données établit des prescriptions applicables aux responsables de traitement et sous-traitants établis au Rwanda, ainsi qu'à toute entité n'ayant pas de présence locale si elle traite les données personnelles de particuliers installés dans le pays. Elle énonce également les droits des personnes concernées, y compris le droit d'accès et le droit de s'opposer au traitement.</p> <p>Le stockage des données personnelles hors du Rwanda est uniquement autorisé si le responsable du traitement ou le sous-traitant des données a obtenu auprès de l'autorité de supervision un certificat d'enregistrement qui l'y autorise. En outre, la loi dispose que les transferts de données transfrontières sont autorisés dans les circonstances suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - avec l'autorisation de l'autorité de supervision délivrée sur réception d'éléments prouvant l'existence de garanties appropriées s'agissant de la protection des données personnelles; - lorsque la personne concernée a donné son consentement; 	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Loi n° 058/2021 (Loi sur la protection des données)</p> <p>Adresse consultée: https://iclg.com/alb/17478-the-new-rwandan-data-protection-law</p>	Entrée en vigueur: 15 octobre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
<p>- lorsqu'un transfert est nécessaire pour l'exécution d'un contrat, pour des raisons d'intérêt public, pour l'introduction d'une demande en justice, pour la protection des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne, pour des motifs liés aux intérêts légitimes du responsable du traitement ou pour l'exécution d'instruments internationaux ratifiés par le Rwanda.</p> <p>La loi impose également aux responsables du traitement ou aux sous-traitants des données qui n'ont pas de présence locale de désigner un représentant au Rwanda.</p>					
Sri Lanka					
<p>Le gouvernement a adopté un nouveau règlement portant sur le traitement des données personnelles effectué partiellement ou intégralement à Sri Lanka ou mené par un responsable de traitement ou un sous-traitant qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> - a son domicile ou sa résidence habituelle à Sri Lanka; - est constitué en société ou établi au titre de toute législation écrite de Sri Lanka; - propose des marchandises ou des services à des personnes concernées à Sri Lanka, y compris lorsque les marchandises ou services sont proposés en ciblant spécifiquement des personnes concernées dans le pays; ou - surveille spécifiquement le comportement de personnes concernées à Sri Lanka, y compris dans le cadre d'activités de profilage menées dans l'intention de prendre des décisions liées au comportement de ces personnes concernées, dès lors que ces comportements ont lieu à Sri Lanka. <p>La Loi précise qu'un responsable du traitement ou sous-traitant distinct d'une autorité publique peut traiter des données personnelles dans un pays tiers prédéterminé conformément à une décision d'adéquation ou dans le cadre de certaines exceptions, qui comprennent par exemple le consentement au traitement à l'étranger et l'exécution d'un contrat.</p>	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Loi n° 9 de 2022 sur la protection des données personnelles</p> <p>Adresse consultée: https://www.parliament.lk/uploads/acts/qbills/english/6242.pdf</p>	Certification: 19 mars 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Suisse					
Un nouvel article de la Loi contre la concurrence déloyale (LCD) vise à prévenir les pratiques déloyales de blocage géographique et de discrimination par les prix à l'encontre des clients suisses lorsque ces derniers achètent des marchandises et des services à distance.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Loi suisse contre la concurrence déloyale, article 3 a) Adresse consultée: https://www.swlegal.ch/en/insights/newsletter-detail/switzerlands-ban-on-geoblocking-enters-into-force-	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	X
Thaïlande					
Au titre de la nouvelle règle thaïlandaise concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux fournisseurs non résidents proposant des services électroniques ou numériques (dénommés "services électroniques" dans la législation thaïlandaise) à des personnes non inscrites au registre de la TVA en Thaïlande, certains fournisseurs étrangers proposant des services électroniques à des personnes non inscrites au registre de la TVA en Thaïlande doivent s'immatriculer à la TVA thaïlandaise, présenter des déclarations fiscales et reverser la TVA. Les personnes achetant des services électroniques auprès d'un fournisseur étranger pourront constater l'ajout de la TVA thaïlandaise de 7% sur les factures reçues.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	Loi portant modification du Code des impôts (n° 53) B.E. 2564 (2021) Adresses consultées: https://www.rd.go.th/fileadmin/download/eService.pdf https://www.ey.com/en_gl/tax-alerts/thailand-s-application-of-vat-on-digital-services-e-services-provided-by-foreign-operators-will-apply-as-of-1-september-2021	Entrée en vigueur: 1 ^{er} septembre 2021	
Tunisie					
Le Ministère de l'économie et de la planification a annoncé la suppression de 25 prescriptions en matière d'autorisation liées aux activités économiques de plusieurs secteurs, y compris le divertissement, le tourisme, le transport, les services financiers, la construction et les services relatifs aux énergies renouvelables. Ces modifications visent à simplifier les procédures afin de faciliter l'investissement.	Mode 3	Divers secteurs	Décret présidentiel n°317 de 2022 Adresses consultées: https://www.ilboursa.com/marches/suppression-des-autorisations-dans-neuf-domaines-d-activite_34053 https://lapresse.tn/128999/surpression-de-plusieurs-autorisations-dexercice-dactivites-economiques-quoi-de-lefficacite/ https://legislation-securite.tn/fr/law/105251#:~:text=Politique%20de%20confidentialit%C3%A9-D%C3%A9cret%20Pr%C3%A9sidentiel%20n%C2%B0%202022%2D317%20du%208%20avril%202022,r%C3%A9alisation%20de%20projets%2C%20les%20dispositions	Entrée en vigueur: 8 avril 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Viet Nam					
Un nouveau décret établit des prescriptions applicables aux entités étrangères exerçant des activités dans le domaine du commerce électronique, y compris certaines conditions relatives à la représentation locale et au contrôle d'une ou de plusieurs des principales entreprises de commerce électronique au Viet Nam.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Décret n° 85/2021/ND-CP Adresse consultée: https://vietnam.gov.vn	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	X
SERVICES DE DISTRIBUTION					
Myanmar					
Une nouvelle mesure a entraîné une modification de la liste des produits prioritaires dont la vente est autorisée dans le cadre de services de commerce de gros et de détail fournis par des entreprises étrangères et des coentreprises au Myanmar. Les produits supplémentaires ajoutés à cette liste sont les matières premières destinées à l'alimentation humaine et animale, les machines industrielles et les matières premières industrielles, et les pièces détachées de véhicules à moteur et machines.	Mode 3	Services de distribution	Bulletin n° 19/2021 du Ministère du commerce Adresse consultée: https://www.commerce.gov.mm	12 novembre 2021	X
Philippines					
Le gouvernement a assoupli les règles d'admission pour les détaillants étrangers en allégeant la prescription relative au capital libéré. Cette nouvelle mesure a entraîné la suppression des prescriptions de préqualification (qui correspondaient à un montant exigé de 200 millions d'USD nets, un nombre minimal de 5 succursales et un bilan des ventes sur 5 ans), pour ne conserver que l'exigence de réciprocité. Cette mesure a également éliminé la procédure de préqualification auprès de l'Office des investissements (BOI), ce qui permet aux entreprises étrangères d'entamer directement les démarches d'enregistrement auprès de la Commission des opérations de bourse (SEC) ou du Ministère du commerce et de l'industrie (DTI). Cette mesure a également abaissé le montant du capital libéré minimal exigé aux détaillants à capital étranger de 2,5 millions d'USD à 25 millions de PHP, et l'investissement minimal exigé par magasin de 830 000 USD à 10 millions de PHP.	Mode 3	Services de commerce de détail	Loi de la République n° 11595: Loi modifiant la Loi de la République n° 8762 (Loi de 2000 sur la libéralisation du commerce de détail) Adresse consultée: https://www.officialgazette.gov.ph/2021/12/10/republic-act-no-11595	Entrée en vigueur: 21 janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Pour s'enregistrer en tant qu'entreprise de commerce de détail, les détaillants étrangers sont tenus, conformément à cette mesure, de présenter les documents suivants: - un certificat de rapatriement de devises délivré par une banque mandataire agréée, sous la forme prescrite par la Banque centrale des Philippines, prouvant le respect de la prescription relative au capital libéré minimal; et - un certificat remis par les fonctionnaires compétents de l'État d'origine du détaillant étranger ou de son ambassade/consulat local démontrant que la législation nationale autorise les Philippines à participer à des activités de commerce de détail avec cet État.					
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS/SERVICES RELATIFS AUX TIC/SERVICES AUDIOVISUELS					
Allemagne					
Une nouvelle loi régissant la protection des données et de la vie privée dans le domaine des télécommunications et des télémedias a été adoptée. Elle régit la protection de la confidentialité des communications, la protection des données sur le trafic et de la vie privée des consommateurs finals par les fournisseurs de services de communications électroniques, et la protection des équipements terminaux, et elle contient certaines dispositions en matière de protection des données qui portent sur les services de la société de l'information. Cette loi remplace les dispositions en matière de protection des données de la Loi sur les télémedias et de la Loi sur les télécommunications, afin d'apporter une plus grande clarté et d'améliorer la sécurité juridique.	Plusieurs modes	Services de télécommunication	Loi sur la protection des données dans le domaine des télécommunications et des télémedias Adresse consultée: https://www.natlawreview.com/article/new-telecommunications-telemedia-data-protection-act-ttdsq	Entrée en vigueur: 1 ^{er} décembre 2021	X
Australie					
Modification réglementaire visant à habiliter les acteurs du secteur des télécommunications à détecter et à bloquer les SMS malveillants et à protéger le public australien contre les escroqueries.	Modes 1 et 3	Services de télécommunication	Règlement modificatif de 2021 sur les télécommunications (interception et accès) (Mesure n° 1, 2021) Adresse consultée: https://www.legislation.gov.au/Details/F2021L01622/Html/Text	30 novembre 2021	X
Azerbaïdjan (observateur)					
Le 8 février 2022, une nouvelle loi sur les médias a été promulguée, établissant que les propriétaires	Modes 1 et 3	Services audiovisuels	Loi sur les médias	8 février 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
de médias qui s'adressent principalement à une audience en Azerbaïdjan devaient être des citoyens résidant dans le pays à titre permanent.			Adresse consultée: https://cpi.org/2022/02/new-azerbaijan-media-law-increases-restrictions-on-the-press/#:~:text=The%20legislation%20requires%20the%20owners,with%20a%20higher%20education%20degree		
Corée, République de					
Le gouvernement a publié des règles relatives à la mise en œuvre des modifications apportées à la Loi sur les entreprises de télécommunication, qui interdisent aux exploitants dominants de boutiques d'applications d'imposer des méthodes de paiement spécifiques aux fournisseurs de contenus mobiles.	Mode 3	Services de télécommunication	Règlement d'application (modifications apportées à la Loi sur les entreprises de télécommunication) Adresse consultée: https://www.law.go.kr	Loi: entrée en vigueur: 14 septembre 2021 Décret d'application: entrée en vigueur: 15 mars 2022	X
Équateur					
Le gouvernement a supprimé l'impôt de 15% sur les biens de consommation spéciaux pour ce qui est des services de téléphonie fixe et des abonnements proposant uniquement des services mobiles avancés d'appels vocaux, de transfert de données et de SMS fournis aux entreprises. Le gouvernement a aussi supprimé la taxe de 10% sur les services de téléphonie mobile comprenant uniquement des services mobiles avancés d'appels vocaux, de transfert de données et de SMS fournis aux particuliers, à l'exclusion des formules prépayées.	Mode 3	Services de télécommunication	Ley Orgánica para el Desarrollo Económico y Sostenibilidad Fiscal tras la Pandemia Covid-19 Adresses consultées: https://www.registroficial.gob.ec/index.php/registro-oficial-web/publicaciones/suplementos/item/15801-tercer-suplemento-al-registro-oficial-no-587 https://www.telecomunicaciones.gob.ec/la-nueva-ley-de-desarrollo-economico-elimino-el-ice-en-telefonía-e-internet-movil-en-beneficio-de-los-ciudadanos	Entrée en vigueur: 29 novembre 2021	X
États-Unis					
Du fait de l'extension de la liste des technologies critiques soumises à des contrôles à l'exportation, les compétences du Comité des investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS), au titre de la Loi de modernisation de l'analyse des risques liés aux placements étrangers ("FIRMA"), ont été élargies et incluent désormais certains types de logiciels liés à la biotechnologie capables de créer des éléments génétiques fonctionnels. Un dépôt doit être effectué auprès du CFIUS pour les transactions impliquant des investissements réalisés par des personnes étrangères dans des entreprises américaines qui produisent, conçoivent, testent, manufacturent, fabriquent ou mettent au point des produits de technologies critiques.	Mode 3	Services informatiques et services connexes	Liste de contrôle du commerce: extension des contrôles visant certains "logiciels" considérés comme des équipements biologiques Adresses consultées: https://www.federalregister.gov/documents/2021/10/05/2021-21493/commerce-control-list-expansion-of-controls-on-certain-biological-equipment-software https://angle.ankura.com/post/102hcd/bis-expands-controls-on-biotechnology-software-and-cybersecurity-items	Entrée en vigueur: 5 octobre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Fédération de Russie					
<p>Le gouvernement a publié un nouveau décret précisant certains aspects de la Loi de juillet 2021 sur la relocalisation (Loi fédérale sur les activités des personnes étrangères relatives au réseau d'information et de télécommunications Internet sur le territoire de la Fédération de Russie), qui impose aux entreprises de l'Internet d'établir une présence locale.</p> <p>Conformément à ce décret, la Loi sur la relocalisation s'appliquera aux hébergeurs et autres personnes qui hébergent des services Web utilisés par des ressortissants russes dans la mesure où ils traitent des données relatives à des utilisateurs résidant en Russie; reçoivent des paiements de la part de ressortissants russes; ou mettent en ligne des ressources d'information utilisées par des personnes résidant en Fédération de Russie.</p>	Modes 1 et 3	Services de communications	<p>Résolution du gouvernement n° 1836 portant approbation d'une méthode visant à identifier les hébergeurs et autres personnes hébergeant sur Internet des ressources d'information utilisées par des personnes se trouvant sur le territoire de la Fédération de Russie, les exploitants de systèmes de publicité et les personnes organisant la diffusion de l'information sur Internet</p> <p>Source: Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC</p>	27 octobre 2021	X
Inde					
<p>Le gouvernement a décidé d'autoriser une participation étrangère allant jusqu'à 100%, selon la voie automatique, dans le secteur des services de télécommunication. Auparavant, selon cette voie automatique, la participation étrangère était autorisée jusqu'à 49%.</p> <p>Lorsque qu'une entité est établie dans un pays qui partage une frontière terrestre avec l'Inde, ou que le propriétaire bénéficiaire d'un investissement en Inde est ressortissant d'un tel pays, l'investissement peut uniquement être réalisé selon la voie gouvernementale.</p>	Mode 3	Services de télécommunication	<p>Communiqué de presse n° 4, Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur</p> <p>Adresse consultée: https://dpiit.gov.in/sites/default/files/pn4-2021.PDF</p>	6 octobre 2021	
Lituanie					
<p>La nouvelle loi sur les communications électroniques apporte diverses modifications au cadre réglementaire de ce secteur. Entre autres changements, l'obligation en matière de service universel a été remaniée, notamment par l'ajout d'une nouvelle obligation de fournir des services de communication électronique abordables à certains consommateurs.</p>	Plusieurs modes	Services de télécommunication	<p>Loi sur les communications électroniques</p> <p>Adresse consultée: https://www.rtt.lt/en/the-new-law-on-electronic-communications-enters-into-force-from-the-1st-of-december</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} décembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Luxembourg					
La nouvelle loi sur les réseaux et services de communications électroniques, qui transpose le code des communications électroniques européen dans le droit luxembourgeois, est entrée en vigueur en décembre 2021. Par rapport au régime antérieur, la loi, entre autres choses, élargit la portée des communications électroniques pour y inclure les services par contournement, y compris les services de messagerie comme WhatsApp, Facebook Messenger, les services de courrier électronique ou d'appels vocaux/vidéo tels que FaceTime ou Skype.	Plusieurs modes	Services de télécommunication	Réseaux et services de communications électroniques Adresse consultée: https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2021/12/17/a927/jo	Entrée en vigueur: 26 décembre 2021	
Malaisie					
Depuis le 1 ^{er} janvier 2022, les fournisseurs de services d'informatique en nuage sont soumis à des prescriptions en matière de licences au titre de la Loi malaisienne de 1998 sur les communications et le multimédia. Les personnes fournissant des services d'informatique en nuage par l'intermédiaire d'une présence locale ou d'un centre de données local en Malaisie sont tenues de présenter une demande pour obtenir une licence de fournisseur de services d'application. Aucune limite à la participation étrangère n'est imposée au titre de cette licence. Les licences doivent être renouvelées chaque année.	Mode 3	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.globalcompliancenews.com/2021/11/19/malaysia-cloud-services-to-be-licensed-from-1-january-2022-08112021	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Mexique					
Le gouvernement a adopté des mesures relatives aux secteurs des télécommunications et de l'audiovisuel. Parmi celles-ci figurent une mesure visant à homogénéiser l'ordre des signaux de radiodiffusion qui sont retransmis sur certains systèmes de télévision, et une mesure visant à faciliter une utilisation efficiente du spectre radioélectrique.	Mode 3	Services de télécommunication et services audiovisuels	Adresses consultées: http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5643610&fecha=23/02/2022 http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=56386998&fecha=17/12/2021#:~:text=%2D%20El%2025%20de%20agosto%20de,septiembre%20de%202021(1). http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5638700&fecha=17/12/2021	Décembre 2021 – mars 2022	
Moldova					
Les gouvernements roumain et moldave ont signé un accord visant à réduire les tarifs applicables aux services d'itinérance et aux appels internationaux entre les deux pays. Les organismes de réglementation des deux pays veilleront à ce que	Modes 1 et 2	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.commsupdate.com/articles/2022/02/14/romania-moldova-agree-to-cut-roaming-international-call-charges	11 février 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
les opérateurs de réseaux négocient de bonne foi, avec tout requérant, les conditions techniques et commerciales applicables à la fourniture de services d'interconnexion concernant la terminaison d'appels et de SMS provenant de l'autre pays.					
Myanmar					
Le gouvernement a imposé une taxe de 15% sur les revenus des opérateurs de télécommunications générés à partir de services fixes et mobiles de transfert de données. Une taxe de 20 000 kyats est également imposée sur les nouvelles cartes SIM.	Mode 3	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://asia.nikkei.com/Business/Telecommunication/Myanmar-s-mobile-carriers-grapple-with-tax-hike-targeting-internet	23 mars 2022	X
Pologne					
Une nouvelle loi établit une réglementation concernant les services de vidéo à la demande. Les fournisseurs de services de vidéo à la demande sont tenus de garantir qu'au moins 30% de leur catalogue contient des œuvres européennes.	Modes 1 et 3	Services audiovisuels	Loi sur la radiodiffusion Adresse consultée: https://www.cms-lawnow.com/ealerts/2022/01/changes-to-the-polish-broadcasting-act-regarding-video-on-demand-services?cc_lang=en	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Roumanie					
Les gouvernements roumain et moldove ont signé un accord visant à réduire les tarifs applicables aux services d'itinérance et aux appels internationaux entre les deux pays. Les organismes de réglementation des deux pays veilleront à ce que les opérateurs de réseaux négocient de bonne foi, avec tout requérant, les conditions techniques et commerciales applicables à la fourniture de services d'interconnexion concernant la terminaison d'appels et de SMS provenant de l'autre pays.	Modes 1 et 2	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.commsupdate.com/articles/2022/02/14/romania-moldova-agree-to-cut-roaming-international-call-charges	11 février 2022	
Suisse					
Une nouvelle mesure propose que les plates-formes de diffusion en continu investissent jusqu'à 4% de leurs recettes réalisées en Suisse dans des films ou séries suisses, sur un cycle de quatre ans. Cette règle s'appliquera également aux chaînes de télévision étrangères qui diffusent de la publicité destinée à un public suisse. Au titre de cette nouvelle mesure, les contenus produits en Europe ou en Suisse devront représenter au moins 30% de l'offre de services de diffusion en continu.	Modes 1 et 3	Services audiovisuels	Modification de la Loi sur la culture et la production cinématographiques Adresse consultée: https://www.swissinfo.ch/eng/voters-to-decide-on-funding-of-swiss-cinema-by-streaming-giants/47469730	Approbation: 15 mai 2022 Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2024	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Thaïlande					
Le gouvernement a publié de nouveaux règlements établissant des critères et des procédures relatifs à l'autorisation d'utilisation des fréquences radio pour les services de radiodiffusion.	Mode 3	Services audiovisuels	Notification de la Commission nationale des technologies électroniques et informatiques (NBTC) sur les critères et procédures relatifs à l'autorisation d'utilisation de fréquences radio pour les services de radiodiffusion Journal officiel du Royaume de Thaïlande, volume 138, Partie spéciale 293 Ngos, daté du 30 novembre B.E. 2564 (2021) Adresse consultée: www.nbtc.go.th	Entrée en vigueur: 1 ^{er} décembre 2021	
Ukraine					
La Verkhovna Rada (le Parlement) a adopté une loi sur les services d'informatique en nuage qui établit les conditions relatives au traitement et à la protection des données, à l'utilisation des technologies de l'informatique en nuage et à la fourniture de services d'informatique en nuage, et précise les caractéristiques des services numériques utilisés par les autorités publiques. Cette loi instaure un cadre réglementaire complet pour la fourniture de services d'informatique en nuage et de centres de données aux utilisateurs situés en Ukraine.	Modes 1 et 3	Services informatiques et services connexes	Loi ukrainienne sur les services de l'informatique en nuage Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2075-20#Text	Adoption: 17 février 2022 Publication: 16 mars 2022 Entrée en vigueur: 16 septembre 2022	X
Uruguay					
Le gouvernement a annoncé le lancement de la portabilité des numéros mobiles. L'objectif est d'encourager la concurrence entre les opérateurs de téléphonie mobile et de promouvoir les droits des consommateurs. Cette mesure permet aux consommateurs de services de téléphonie mobile de conserver leur numéro s'ils souhaitent changer de fournisseur. Les opérateurs de téléphonie mobile doivent prendre à leur charge les coûts du transfert de numéro.	Mode 3	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.insidetelecom.com/uruguay-lanches-mobile-number-portability	12 janvier 2022	
SERVICES FINANCIERS					
Albanie					
Le Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie a approuvé des règlements relatifs au processus d'agrément pour les établissements de paiement, les établissements de monnaie électronique et l'enregistrement des fournisseurs de services de paiement.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Décision n° 59 du 24 novembre 2021 relative à l'agrément des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique et l'enregistrement des fournisseurs de services de paiement	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
			Décision n° 7 du 2 février 2022 relative au registre public des fournisseurs de services de paiement Directive n° 1 du 2 mars 2022 relative aux critères permettant de déterminer le montant minimal de l'assurance de responsabilité civile professionnelle ou d'une autre garantie comparable Source: Mission permanente de l'Albanie auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 2 février 2022 Entrée en vigueur: 2 mars 2022	
Le Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie a approuvé deux décisions portant modification de la réglementation existante, qui visent à accroître la transparence pour les produits et services bancaires et financiers (y compris les crédits à la consommation et les crédits hypothécaires).	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Décision n° 47 du 1 ^{er} septembre 2021 et Décision n° 96 du 22 décembre 2021 se rapportant au Règlement sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire Décision n° 64 du 24 novembre 2021 relative au Règlement sur la transparence des produits et services bancaires et financiers Source: Mission permanente de l'Albanie auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 31 décembre 2021 et 31 mars 2022 respectivement Entrée en vigueur: 21 décembre 2021	X
Arabie saoudite, Royaume d'					
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver le Règlement relatif au signalement des infractions à la Loi sur les marchés financiers.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 13 décembre 2021 Adresse consultée: https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CM_A_N_3038.aspx https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/REPORTING-OF-VIOLATIONS-EN.pdf	Entrée en vigueur: 28 février 2022, à l'exception de l'article 10 qui entrera en vigueur le 1 ^{er} mars 2023	X
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver la modification apportée aux règles relatives à l'offre de valeurs mobilières et aux obligations permanentes afin de réglementer une nouvelle option pour l'augmentation du capital.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 5 janvier 2022 Adresse consultée: https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CM_A_N_3040.aspx https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/OSRCI_en.pdf	Entrée en vigueur: 3 mars 2022	X
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver les modifications apportées au	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 2 février 2022	Entrée en vigueur: 10 mars 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Règlement relatif aux procédures de règlement des différends sur les valeurs mobilières.			Adresse consultée: https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CM_A_N_3048.aspx https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/RSDPR_en.pdf		
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver les instructions relatives aux fonds d'investissement financier direct.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 15 mars 2022 Adresse consultée: https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CM_A_N_3069.aspx https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/Instructions_on_the_Direct_Financing_Investment_Funds_en.pdf	Entrée en vigueur: 28 mars 2022	X
Belgique					
Adoption d'une nouvelle loi établissant de nouvelles obligations juridiques pour les fournisseurs de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et les fournisseurs de services de portefeuilles de conservation. La nouvelle mesure s'applique aux fournisseurs de services d'actifs virtuels établis conformément au droit belge, ou à la législation d'un autre État membre de l'Espace économique européen (EEE), sous la forme d'une succursale ou de toute autre forme d'établissement permanent en Belgique fournissant ces services (comme les représentants ou les distributeurs). La loi interdit aux personnes physiques ou morales régies par la législation d'un pays tiers extérieur à l'EEE de fournir ces services en Belgique. Pour commencer à fournir des services, les fournisseurs de services doivent être enregistrés auprès de l'Autorité belge des services et marchés financiers (FSMA). Les fournisseurs de services devront ainsi remplir plusieurs conditions d'enregistrement, y compris a) être constitués sous une forme sociétaire spécifique (société coopérative (CV/SC), société anonyme (NV/SA), société européenne (EV/SE) ou société coopérative européenne (ECV/SCE)); et b) disposer d'un capital minimum de 50 000 EUR qui doit être entièrement libéré. Ils doivent également se conformer à toutes les	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Loi belge du 1 ^{er} février 2022 (portant modification de la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces) et son arrêté royal d'application du 8 février 2022 Adresse consultée: https://www.cms-lawnow.com/ealerts/2022/03/registration-requirements-for-virtual-asset-service-providers#:~:text=The%20Royal%20Decree%20of%208%20February%202022%20will%20enter%20into,application%20for%20registration%20(i.e.%20within	Entrée en vigueur: 1 ^{er} mai 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
prescriptions en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AMT/CFT) prévues par la Loi du 18 septembre 2017 (la Loi sur lutte contre le blanchiment de capitaux). Si les fournisseurs de services sont régis par la législation belge, ils doivent avoir leur siège statutaire et leur administration centrale en Belgique. Si les fournisseurs de services sont régis par la législation d'un autre État membre de l'EEE, ils doivent avoir leur administration centrale en Belgique pour les services qu'ils fournissent sur le territoire belge. Les fournisseurs de services régis par la législation d'un autre État membre de l'EEE et établis sur le territoire belge autrement que par le biais d'une succursale (par exemple, par l'intermédiaire d'un agent, d'un distributeur ou d'un guichet automatique de banque (GAB), doivent désigner un point de contact central situé en Belgique.					
Belize					
Une nouvelle loi régleme le commerce des valeurs mobilières et les opérations s'y rapportant ainsi que les questions connexes ou accessoires.	Modes 1 et 3	Services bancaires et autres services financiers	Loi n° 46 de 2021 sur le marché des valeurs mobilières Source: Mission permanente du Belize auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: novembre 2021	X
Chine					
La Commission chinoise de réglementation des assurances et des banques (CBIRC) a publié un avis qui supprime les conditions en matière d'accès pour les sociétés étrangères de courtage en assurance en ce qui concerne la création de sociétés de courtage en assurance en Chine, et autorise les groupes d'assurance étrangers à établir des intermédiaires en assurance professionnels en Chine.	Mode 3	Services d'assurance et services connexes	Avis concernant les mesures pertinentes pour expliquer l'ouverture du marché de l'intermédiation en assurance (Yin Bao Jian Ban Fa n° 128 de [2021]) Source: Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 3 décembre 2021	X
Les mesures publiées relatives à la supervision et à la désignation des directeurs, superviseurs, cadres supérieurs et professionnels des établissements de gestion de fonds de titrisation ajustent l'évaluation et l'agrément préalables des directeurs, superviseurs et cadres supérieurs à l'issue de l'examen du dossier, affinent les exigences professionnelles de base et éliminent les restrictions qui limitent la proportion d'étrangers	Modes 3 et 4	Services bancaires et autres services financiers	Mesures relatives à la supervision et à la désignation des directeurs, superviseurs, cadres supérieurs et professionnels des établissements de gestion de fonds de titrisation (Ordonnance n° 48 de 2022 de la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières) Source: Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
employés en qualité de cadres supérieurs dans les établissements de gestion.					
Costa Rica					
Le Costa Rica a adopté une nouvelle loi qui modifie le cadre des contrats d'affacturage en supprimant l'obligation d'obtenir une autorisation préalable délivrée par le Ministère de la science, de la technologie et des télécommunications (MICITT) pour permettre aux entités privées de mettre en place des plates-formes d'affacturage électronique. Celle-ci dispose également que toutes les plates-formes d'affacturage électronique doivent respecter les conditions d'exploitation liées aux autres usages des moyens électroniques que ladite loi définit et, le cas échéant, se conformer aux dispositions de la Loi n° 8968 du 7 juillet 2011 sur la protection des personnes contre le traitement de leurs données personnelles et de son règlement d'application.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Loi n° 10073 du 18 janvier 2022 sur la réforme de la Loi-cadre sur le contrat d'affacturage Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=96244&nValor3=128787&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 2 février 2022	X
Une modification a été émise afin de renforcer la protection des investisseurs et d'améliorer l'accès aux renseignements nécessaires pour prendre des décisions en matière d'investissement. Elle prévoit également que les valeurs faisant l'objet d'offres privées peuvent uniquement être mises à la disposition des investisseurs qui recourent à des services de conseil en investissement ou de gestion de portefeuille individuels fournis par une entreprise de courtage.	Plusieurs modes	Services bancaires et autres services financiers	Règlement n° 1711 du 27 janvier 2022 sur la réforme réglementaire concernant les activités autorisées pour les courtiers en bourse, le règlement sur l'intermédiation et les activités complémentaires ainsi que la réforme de divers règlements Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=96271&nValor3=128871&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 4 février 2022	X
Adoption d'une nouvelle mesure qui régleme les opérations financières, commerciales et de microcrédit proposées aux consommateurs. Celle-ci régleme principalement les taux d'intérêt appliqués dans le cadre des opérations financières, commerciales ou de microcrédit qui sont proposées aux consommateurs.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Décret exécutif n° 43270 du 22 octobre 2021. Règlement relatif aux opérations financières, commerciales et de microcrédits proposées aux consommateurs Adresse consultée: https://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=95937&nValor3=0&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 16 décembre 2021	X
Inde					
Le Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur du Ministère du commerce et de l'industrie a révisé la politique de l'Inde en matière d'IED pour autoriser l'investissement	Mode 3	Services d'assurance	Communiqué de presse n° 1 (série de 2022) (PN 1) portant modification de la politique relative à l'IED	Entrée en vigueur: 12 avril 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
étranger (jusqu'à 20%) dans Life Insurance Corporation of India (LIC), entreprise d'État indienne et plus grande société d'assurance du pays. Cette société devrait être cotée en bourse sur le marché indien dans les mois à venir, et la mesure s'inscrit dans le cadre d'un plan visant à céder une participation minoritaire dans le cadre de cette cotation. Jusqu'à cette modification, les investisseurs institutionnels étrangers étaient autorisés à détenir jusqu'à 74% des compagnies d'assurance privées et jusqu'à 20% des banques d'État, mais n'étaient pas autorisés à détenir des parts dans LIC. La modification permet aux fonds de pension, compagnies d'assurance et fonds communs de placement étrangers de souscrire à la première émission publique de titres de LIC.			Adresse consultée: https://dpiit.gov.in/sites/default/files/Press_Note_1_2022_14March2022.pdf https://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=fedbed45-438b-4773-990b-6193499b4520		
La Banque centrale de l'Inde a autorisé les banques multinationales opérant dans le pays à stocker un ensemble limité de données (par exemple, le nom et l'adresse des clients et quelques renseignements supplémentaires les concernant, ainsi que certains détails concernant les transactions, tels que la date et le montant, le nom du bénéficiaire et le numéro de référence) dans des serveurs à l'étranger.	Modes 1 et 3	Services bancaires et autres services financiers	Adresse consultée: https://economictimes.indiatimes.com/industry/banking/finance/banking/rbi-allows-multinational-banks-to-store-limited-data-abroad/articleshow/86954303.cms	Entrée en vigueur: octobre 2021	
Iraq (Observateur)					
Une nouvelle mesure régleme la relation entre les principaux opérateurs (banques, sociétés de change de catégorie A), les fournisseurs agréés de services de paiement électronique et les opérateurs secondaires (banques, sociétés de change de catégories A et B).	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Réglementation des opérateurs primaires et secondaires et fournisseurs étrangers de services d'envois de fonds Source: Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève	24 octobre 2021	X
Kenya					
La Banque centrale du Kenya (CBK) a publié une nouvelle réglementation qui prévoit la délivrance de licences aux prêteurs/fournisseurs numériques non réglementés précédemment. En vertu de la réglementation, une personne ne peut exercer une activité de crédit numérique que si elle est titulaire d'une licence délivrée par la CBK ou autorisée à exercer cette activité en vertu de toute autre loi écrite. Par conséquent, tous les fournisseurs de crédit numérique non réglementés doivent présenter une demande de licence à la CBK dans les six mois suivant la publication de la réglementation, c'est-à-dire avant le	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Avis n° 46 du 18 mars 2022 concernant le Règlement de 2022 (Fournisseurs de crédit numérique) de la Banque centrale du Kenya Adresse consultée: https://www.centralbank.go.ke/uploads/press_releases/2119450187_Press%20Release%20-%20Publication%20of%20Regulations%20for%20Digital%20Credit%20Providers%20and%20Commencement%20of%20their%20Supervision.pdf	Entrée en vigueur: 18 mars 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
17 septembre 2022. La licence doit être accordée dans un délai de 60 jours à compter de la présentation de la demande complète. Les établissements et les entités qui sont déjà titulaires d'une licence au titre d'autres lois sont exemptés de cette nouvelle prescription en matière de licences.			https://www.centralbank.go.ke/wp-content/uploads/2022/03/L-.N.-No.-46-Central-Bank-of-Kenya-Digital-Credit-Providers-Regulations-2022.pdf		
Népal					
Dans le cadre de la nouvelle politique, seuls les banques ou établissements financiers étrangers classés dans la catégorie "investissement" peuvent exercer par le biais d'une succursale au Népal, à condition d'obtenir une autorisation. Les succursales sont uniquement autorisées à effectuer des opérations bancaires de gros concernant l'acceptation de dépôts, les prêts, les crédits et certains autres services financiers, tels que l'achat et la vente d'instruments du marché monétaire et les conseils financiers. En ce qui concerne la succursale de la banque étrangère, le capital attribué doit être au minimum de 20 millions d'USD. La nouvelle politique interdit aux bureaux de représentation des établissements étrangers d'effectuer des transactions bancaires, de quelque sorte que ce soit, au Népal. Les bureaux de représentation peuvent uniquement assurer la liaison avec les clients népalais, effectuer des activités de recherche, fournir des renseignements sur les produits et services, promouvoir des services et assurer la liaison entre les clients de la banque étrangère et les autres bureaux.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Politique d'agrément des succursales de banques étrangères, 2022 Adresse consultée: https://www.nrb.org.np/contents/uploads/2022/03/Notice-no-14-Foreign-Bank-Branch-Policy-2022-1.pdf	Entrée en vigueur: 16 mars 2022	
Philippines					
Des modifications ont été apportées au Manuel de règles applicables aux banques (MORB) et au Manuel de règles applicables aux établissements financiers non bancaires (MORNBF1) pour rendre opérationnelle l'inclusion des banques numériques en tant que participants admissibles pour les opérations monétaires de Bangko Sentral ng Pilipinas (Banque centrale des Philippines, BSP) ainsi que des entités fiduciaires en tant que participants admissibles pour les valeurs mobilières de la BSP sur le marché secondaire.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Circulaire n° 1130, série de 2021: Extension de la liste des participants admissibles pour les opérations monétaires et les valeurs mobilières de la BSP sur le marché secondaire Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph	Entrée en vigueur: 10 décembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Une nouvelle circulaire présente la deuxième phase de modifications des dispositions pertinentes du Manuel de règles applicables aux opérations de change (Manuel FX) et du Manuel de règles applicables aux banques (MORB) régissant le système de dépôts en devises dont le but est de promouvoir une gestion efficace des risques dans les banques en assouplissant et en rationalisant les prescriptions relatives aux transactions libellées en devises. La réglementation élargit la liste des entités visées qui sont autorisées à fournir des services de dépôt en devises pour inclure les banques islamiques et les banques numériques. Les prescriptions en matière de licences pour les opérations sur dépôts en devises devraient comporter plusieurs niveaux en fonction de la catégorie de la banque. Pour certaines banques, l'autorisation préalable de la BSP ne sera plus requise puisqu'il est considéré que les opérations sur dépôts en devises relèvent largement de leurs opérations courantes. Certaines conditions applicables aux prêts des services de dépôts en devises aux services bancaires ordinaires ont été assouplies pour conférer aux banques une certaine flexibilité dans la gestion des risques auxquels les exposent leurs services de dépôt en devises.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Circulaire n° 1134, série de 2021: Modifications de la réglementation pertinente relative au système de dépôt en devises – phase 2 Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph	Entrée en vigueur: 20 janvier 2022	X
Modification de la réglementation relative à l'externalisation et à la gestion des risques liés aux technologies de l'information.	Modes 1 et 3	Services bancaires et autres services financiers	Circulaire n° 1137, série de 2022: Modifications de la réglementation relative à l'externalisation et à la gestion des risques liés aux technologies de l'information Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph	Entrée en vigueur: 11 mars 2022	X
La Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP, Banque centrale des Philippines) a adopté une autre série de nouvelles mesures touchant les services bancaires et les autres services financiers.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Circulaires n° 1128, 1129, 1131, 1132, 1136 Mémorandums n° M-2021-052, 058, 064 Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph	Octobre 2021-février 2022	X
Thaïlande					
La mesure, qui a été adoptée par la Commission des opérations de bourse (SEC) thaïlandaise, interdit à tous les opérateurs d'actifs numériques agréés (bourses, courtiers, maisons de titres, gestionnaires de fonds et conseillers dans le domaine des cryptomonnaies et des jetons numériques) de favoriser ou de faciliter l'utilisation	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Notification n° Gor Tor. 5/2565 de la SEC Re: Règles, conditions et procédures interdisant aux opérateurs qui gèrent des actifs numériques de fournir des services favorisant l'utilisation d'actifs numériques comme moyen de paiement pour les biens ou les services. Adresse consultée:	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
d'actifs numériques pour le paiement des biens ou des services. Il est interdit aux opérateurs d'exercer les 6 activités suivantes: 1) activité publicitaire, de démarchage ou démontrant que les opérateurs sont prêts à fournir des services pour le paiement des biens ou des services; 2) création de systèmes de paiement ou d'outils facilitant le paiement des biens ou des services; 3) fourniture de services de portefeuille d'actifs numériques pour le paiement des biens ou des services; 4) fourniture de services pour transférer des bahts thaïlandais du compte d'un client au compte d'un tiers; 5) fourniture de services pour transférer des actifs numériques du compte d'un client à des comptes qui n'appartiennent pas à leurs clients pour le paiement des biens ou des services au moyen d'actifs numériques; et 6) fourniture d'autres services facilitant le paiement des biens ou des services au moyen d'actifs numériques.			https://www.sec.or.th/EN/Pages/NEWS_LISTVIEW.aspx https://www.lawplusltd.com/2022/04/sec-thailand-introduces-controls-on-use-of-digital-assets-for-payment-for-goods-or-services		
Ukraine					
La Verkhovna Rada (le Parlement) de l'Ukraine a adopté une nouvelle loi qui remanie et modernise le cadre des activités d'assurance, conformément à la Directive 2009/138/CE de l'UE et aux Principes fondamentaux de l'assurance de l'Association internationale des contrôleurs d'assurance. Parmi les principales modifications apportées figurent les suivantes: 1) la fourniture transfrontières est autorisée (sans licence) pour certaines catégories d'assurance directe (assurance des aéronefs; assurance des navires (navires maritimes, bateaux de navigation intérieure et autres engins flottants automoteurs ou non); assurance des biens transportés (y compris les marchandises, les bagages, les bagages par fret), assurance en responsabilité civile résultant de l'utilisation d'aéronefs (y compris la responsabilité du transporteur) et assurance responsabilité résultant de l'utilisation des embarcations (y compris la responsabilité du transporteur); et tous les types de réassurance; et 2) toutes les catégories d'assurance et de réassurance peuvent être fournies par des filiales ou par des succursales de compagnies d'assurance étrangères, mais les conditions relatives à l'ouverture de succursales ont été révisées et	Modes 1 et 3	Services d'assurance et services connexes	Loi de l'Ukraine sur l'assurance Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/main/en/index https://insightplus.bakermckenzie.com/bm/financial-institutions_1/ukraine-new-insurance-law-adopted	Adoption: 18 novembre 2021 Entrée en vigueur: 19 décembre 2021 Prise d'effet: 1 ^{er} janvier 2024	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
prévoient notamment, pour les succursales proposant des assurance-vie, une réduction du capital de solvabilité minimum requis de 10 millions d'EUR à environ 1,5 million d'EUR.					
SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES					
Botswana					
Une nouvelle loi et un nouveau règlement sont entrés en vigueur le 1 ^{er} avril 2022. La loi prescrit que la surveillance de tous les auditeurs agréés et entreprises d'audit des entités qui ne sont pas d'intérêt public qui étaient réglementés par l'Institut des experts-comptables du Botswana (BICA) est transférée à l'Autorité de surveillance de la profession de comptable du Botswana (BAOA), de sorte que tous les auditeurs sont regroupés et relèvent tous de la compétence de la BAOA (articles 24 et 25). Toutes les prescriptions en matière d'enregistrement et de licences pour les entreprises d'audit et les auditeurs agréés sont à présent indiquées dans le Règlement.	Mode 3	Services comptables, d'audit et de tenue de livres	Loi de 2020 sur l'information financière (modification) Règlement de 2021 sur l'établissement des comptes Adresse consultée: https://www.baoa.org.bw/sites/default/files/legal/FINANCIAL%20REPORTING%20%28AMENDMENT%29%20ACT%202020.pdf https://www.baoa.org.bw/sites/default/files/legal/FINANCIAL%20REPORTING%20REGULATION%20%28ACT%202021.pdf	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	
SERVICES DE SANTÉ					
Brsil					
Le Conseil fédéral de la médecine (CFM) a approuvé un nouveau règlement établissant des règles relatives à la pratique de la télémeédecine. Cette pratique est définie comme l'exercice de la médecine au moyen de technologies numériques et de technologies de l'information et de la communication, à des fins d'assistance, d'éducation, de recherche, de prévention des maladies et des traumatismes, de gestion et de promotion de la santé. Les médecins peuvent choisir de recourir à la télémeédecine s'ils estiment que les consultations en cabinet ne sont pas plus appropriées (leur évaluation étant fondée sur la sécurité et la qualité des soins aux patients). Seuls les fournisseurs de services établis ou situés sur le territoire brésilien sont autorisés à pratiquer la télémeédecine. Les fournisseurs de services de santé doivent être enregistrés auprès du Conseil régional de la médecine compétent. La télémeédecine fait l'objet du projet de loi n° 1998/2020, qui autorise et définit cette pratique. Ce projet de loi a été approuvé en avril par la Chambre des députés, mais pas encore par	Mode 3	Services de santé	Résolution n° 2134/2022 Adresse consultée: https://www.felsberg.com.br/en/telemedicine-federal-council-of-medicine-approves-new-regulation/	6 mai 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
le Sénat. Dans l'attente, la télémeédecine est régie par la résolution du CFM.					
Costa Rica					
L'Ordre du personnel infirmier du Costa Rica s'est accordé sur une réforme intégrale des prescriptions relatives à l'octroi d'autorisations temporaires pour les professionnels étrangers souhaitant pratiquer temporairement des soins infirmiers au Costa Rica en tant que stagiaires, conseillers ou consultants dans le cadre de programmes spéciaux et d'activités de bénévolat.	Mode 4	Services de santé	Acuerdo 15, Acta 2577 de la sesión extraordinaria de la Junta Directiva del Colegio de Enfermeras de Costa Rica celebrada en fecha 15 de marzo de 2022 "Reforma Integral Requisitos para la autorización temporal para el ejercicio de enfermería por extranjeros" Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?para_m1=NRTC&nValor1=1&nValor2=96627&nValor3=129530&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 15 mars 2022	X
Türkiye					
Un règlement a été publié afin d'établir les procédures et principes relatifs aux services de santé à distance, quel que soit le lieu, ainsi que la supervision des établissements de santé. L'exercice d'une activité de service de santé à distance est soumis à autorisation. Les établissements de santé ne peuvent pas fournir de services de santé à distance dans les domaines pour lesquels ils n'ont pas d'autorisation ou qui ne sont pas régis par le règlement.	Mode 3	Services de santé	Règlement sur les services de santé à distance Journal officiel (n° 31746) daté du 10 février 2022 Adresses consultées: https://www.erdem-erdem.av.tr/en/insights/the-regulation-on-the-provision-of-remote-health-services-has-been-published https://www.esin.av.tr/2022/02/16/turkey-publishes-the-regulation-on-the-provision-of-distance-health-services-and-the-regulation-on-the-cascading-of-health-service-providers/#:~:text=What%20Does%20the%20Regulation%20on%20the%20Cascading%20of%20Health%20Service,of%20Distance%20Health%20Services%20bring%3F&text=The%20Regulation%20on%20the%20Provision%20of%20Distance%20Health%20Services%20entered%20,Gazette%20on%2010%20February%202022	Entrée en vigueur: 10 février 2022	
SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES					
Albanie					
Le gouvernement a adopté deux décisions relatives à l'amélioration des procédures concernant les activités dans les stations balnéaires et à la définition des modalités d'application pour l'établissement de structures de services sur les sites de stations balnéaires.	Plusieurs modes	Services relatifs au tourisme et aux voyages	Décision du Conseil des ministres n° 827 du 24 décembre 2021 modifiant et complétant la Décision du Conseil des ministres n° 171 de 2019 sur l'approbation du règlement relatif aux conditions et critères d'exercice de l'activité de station balnéaire	24 décembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
			Ordonnance ministérielle n° 38 du 27 janvier 2022 sur la définition des modalités d'application pour l'établissement de structures de services sur les sites de stations balnéaires Source: Mission permanente de l'Albanie auprès de l'OMC	27 janvier 2022	
Costa Rica					
Une nouvelle mesure régleme la fourniture de services touristiques d'"hébergement non traditionnel". Elle définit également les prescriptions relatives à la création d'un registre des fournisseurs de services d'hébergement non traditionnel et d'un registre des sociétés commerciales ou intermédiaires, ainsi que sa gestion et sa mise à jour par l'Institut costaricien du tourisme (ICT).	Plusieurs modes	Services relatifs au tourisme et aux voyages	Decreto Ejecutivo No. 43154-H-TUR del 5 de agosto de 2021 "Reglamento a la Ley Marco para la regularización del hospedaje no tradicional y su intermediación a través de plataformas digitales Adresse consultée: https://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?para m1=NRTC&nValor1=1&nValor2=95409&nValor3=0&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 21 octobre 2021	X
SERVICES DE TRANSPORT					
Brésil					
Afin de diversifier les services de transport, une nouvelle loi a été adoptée, assouplissant les règles relatives au cabotage dans le but d'améliorer la qualité des services de transport et d'encourager la concurrence dans le secteur, d'accroître la flotte de navigation, de stimuler le développement de l'industrie navale nationale et d'encourager les investissements découlant des opérations dans les installations portuaires. Les compagnies maritimes brésiliennes sont autorisées à affréter coque nue des navires étrangers à des fins de transport de cabotage sans avoir à fournir de preuve relative au tonnage. Dans un premier temps, l'affrètement sera limité à un seul navire. Après une période de transition de quatre ans, il ne sera plus limité. Aucune autorisation ne sera requise pour affréter des navires étrangers afin de remplacer d'autres navires en cours de restauration. Pour ce qui est de l'affrètement à temps de navires étrangers, le nombre de mouvements sera illimité.	Modes 1 et 3	Services de transport maritime	Loi n° 14.301 de 2022 sur le cabotage, Secretaria-Geral Subchefia para Assuntos Jurídicos Adresse consultée: https://www.hfw.com/Brazilian-Government-enacts-new-Cabotage-Act-BR-do-Mar-2022	Entrée en vigueur: 10 janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
Pour les navires battant pavillon brésilien, la Loi maintient la prescription selon laquelle au moins deux tiers des membres de l'équipage, y compris le capitaine et l'ingénieur en chef, doivent avoir la nationalité brésilienne.					
Mexique					
Les utilisateurs de services de transport routier de marchandises sont tenus de transmettre à leurs fournisseurs une lettre de transport/transfert préimprimée ou une attestation aux fins de la protection du transport des marchandises et une lettre de transport ou une attestation aux fins de la protection du transport de marchandises numériques sur Internet (CFDI), et la "lettre de transport complémentaire" de l'attestation fiscale numérique par Internet (CFDI).	Plusieurs modes	Services de transports routiers	Acuerdo por el que se actualiza la Carta de Porte en Autotransporte Federal y sus servicios auxiliares Adresse consultée: http://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5638495&fecha=16/12/2021	Publication: 16 décembre 2021	
Royaume-Uni					
Le gouvernement a instauré un assouplissement temporaire des règles de cabotage dans le cadre de mesures prises pour faire face à une grave pénurie de chauffeurs de poids lourds. Cette mesure a autorisé tous les opérateurs (et pas uniquement ceux de l'Union européenne) à effectuer un nombre illimité de mouvements de fret pendant une période de 14 jours à la suite d'un trajet en charge international vers le Royaume-Uni. Cette mesure a été adoptée par l'intermédiaire du Règlement (modification) de 2021 sur les véhicules de marchandises (octroi de licences aux opérateurs) (utilisation temporaire en Grande-Bretagne), qui prévoit une exemption de licence de transport de marchandises pour les véhicules recourant aux droits de cabotage supplémentaires, et par l'intermédiaire de la section 79 de la Loi de finances 2022 qui prévoit une exemption du droit d'accise sur les véhicules pour les véhicules recourant aux droits de cabotage supplémentaires.	Mode 1	Transports routiers	Règlement (modification) de 2021 sur les véhicules de marchandises (octroi de licences aux opérateurs) (utilisation temporaire en Grande-Bretagne) Loi de finances 2022 Adresses consultées: https://www.legislation.gov.uk/uksi/2021/1187/contents/made https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2022/3/contents/enacted	En vigueur du 28 octobre 2021 au 30 avril 2022	X
Le gouvernement a mis en œuvre des accords bilatéraux conclus avec la France afin d'établir des dispositifs réglementaires facilitant le trafic ferroviaire transfrontières passant par le tunnel sous la Manche. Les accords mis en œuvre à ce jour prévoient une reconnaissance mutuelle des licences d'opérateurs ferroviaires et des licences de conducteurs de train dans la zone frontalière.	Mode 1	Transport ferroviaire	Règlement (modification) de 2021 sur les chemins de fer (octroi de licences aux entreprises ferroviaires) Règlement (modification) de 2022 sur les licences et certificats de conducteurs de train	Entrée en vigueur: 30 septembre 2021 Entrée en vigueur: 31 janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
			Adresses consultées: https://www.legislation.gov.uk/uksi/2021/1105/contents https://www.legislation.gov.uk/uksi/2022/85/contents/made		
SERVICES FOURNIS AU MOYEN DU MOUVEMENT DES PERSONNES PHYSIQUES					
Albanie					
Une nouvelle loi a instauré un permis unique de travail et de résidence, dénommé "permis unique", qui peut être accordé, entre autres, au personnel étranger recruté localement, aux personnes transférées à l'intérieur d'une société, au personnel hautement qualifié et aux personnes travaillant à leur compte. La demande pour ce permis unique doit être déposée auprès de la Direction des frontières et de la migration de la région où l'activité est exercée.	Mode 4	Tous les secteurs	Loi n° 79/2021 sur les étrangers Adresse consultée: https://visionconsultingalbania.com/residence-permit-easier-procedures-to-obtain-it	Entrée en vigueur: décembre 2021	
Arabie saoudite, Royaume d'					
Le Programme de saoudisation ou "Nitaqat", une politique au titre de laquelle les entreprises saoudiennes sont tenues d'embaucher des ressortissants saoudiens sur la base de quotas, s'applique aux auto-écoles et aux professions dans les domaines de l'ingénierie technique et du dédouanement.	Mode 4	Divers secteurs	Adresses consultées: https://hrsd.gov.sa/en/page/knowledge-center https://www.saudigazette.com.sa/article/615197/SAUDI-ARABIA/Saudization-of-three-professions-to-come-into-force-from-December-30	Entrée en vigueur: 30 décembre 2021	X
Chili					
Le 12 février 2022, le gouvernement a publié un décret approuvant le Règlement de la Loi n° 21325, la nouvelle Loi chilienne sur l'immigration. Entre autres modifications, le traitement des demandes d'immigration est centralisé au niveau des services nationaux d'immigration; une nouvelle autorisation consulaire de court terme est mise en place, permettant aux voyageurs d'affaires d'entrer plusieurs fois sur le territoire et d'y rester jusqu'à 90 jours par an pendant une période de 10 ans; et les ressortissants étrangers autorisés à déposer une demande de visa ou de permis de séjour dans le pays peuvent désormais le faire sur le portail en ligne des services nationaux d'immigration.	Mode 4	Tous les secteurs	Décret n° 296 de 2021 Adresse consultée: https://www.diariooficial.interior.gob.cl/publicaciones/2022/03/04/43194/01/2094937.pdf	Entrée en vigueur: 12 février 2022	X
Émirats arabes unis					
Les autorités ont commencé à délivrer des visas à entrées multiples d'une durée de cinq ans pour les touristes, ce qui permet aux visiteurs d'entrer	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.thenationalnews.com/uae/government/2021/11/28/who-is-eligible-for-uaes-	Entrée en vigueur: novembre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
plusieurs fois sur le territoire au cours d'une année civile ou de faire un séjour de 90 jours et de le prolonger pour une durée identique; cela concerne également les entreprises qui souhaitent que leurs employés entrent et sortent des Émirats pour des conférences et autres manifestations.			five-year-multiple-entry-tourist-visa-and-how-do-you-apply/#:~:text=The%20UAE%20has%20bequ n%20issuing,it%20for%20another%2090%20 days		
Irlande					
Les autorités ont décidé de donner aux voyageurs en provenance de tous les pays relevant du régime irlandais de visas la possibilité de demander un visa de courte durée (90 jours) à entrées multiples, valable pendant cinq ans. Jusqu'à présent, la majorité des demandeurs de visas de courte durée pouvaient uniquement solliciter des visas à entrées multiples d'une durée maximale de validité de trois ans. Les personnes voyageant fréquemment vers plusieurs autres pays pourront également profiter de cette possibilité, même s'ils ne se sont jamais rendus en Irlande auparavant.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.schengenvisainfo.com/news/ireland-makes-5-year-multi-entry-short-stay-visas-available-to-nationals-of-all-visa-required-countries/#:~:text=Since%202019%2C%20eligible%20to%20obtain,visa%20valid%20for%20five%20years	Entrée en vigueur: 23 avril 2022	X
Israël					
Les autorités ont modifié la procédure existante concernant le visa de travail B-1 assorti d'une autorisation d'emploi de courte durée, en faisant passer la durée de séjour de 45 à 90 jours par année civile. La procédure, qui s'applique aux autorisations d'emploi de courte durée délivrées aux ressortissants des pays qui ont conclu des accords en matière de visas avec Israël, comprend des délais plus courts pour le traitement des demandes de visas et des démarches de demande globalement plus simples pour les candidats souhaitant obtenir un visa de travail pour de courts séjours.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresses consultées: https://www.gov.il/BlobFolder/policy/fast_procedure_foreign_expert_from_country_exampt_from_visa_to_israel/he/5.3.0040.pdf https://www.mondaq.com/work-visas/1124134/israel-releases-updates-to-the-short-term-employment-authorization-sea-b-1-work-visas	Entrée en vigueur: octobre 2021	X
Nouvelle-Zélande					
Le Ministère néo-zélandais du secteur primaire va mettre en place un système d'enregistrement pour les marchands de grumes et les conseillers forestiers. Les prescriptions de base relatives à l'enregistrement détermineront: - qui est autorisé à s'enregistrer; - les questions à prendre en compte pour le test d'honorabilité et de compétences personnelles; - les obligations initiales des marchands de grumes et des conseillers forestiers;	Mode 4	Services annexes à la sylviculture et à l'exploitation forestière	Enregistrement des marchands de grumes et des conseillers forestiers Adresse consultée: https://www.mpi.govt.nz/forestry/forest-industry-and-workforce/registration-of-forestry-professionals	Entrée en vigueur: 6 août 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérfié par le Membre
- les procédures relatives aux plaintes et aux litiges; et - les renseignements à faire figurer sur les registres publics. À partir du 6 août 2022, il y aura une période de transition d'un an au cours de laquelle les marchands de grumes et les conseillers forestiers pourront s'enregistrer.					
Le visa de travail "employeur accrédité" est un nouveau visa de travail temporaire qui simplifie la procédure de demande de visa et rationalise les examens des besoins du marché du travail pour les emplois hautement rémunérés.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.immigration.govt.nz/employ-migrants/new-employer-accreditation-and-work-visa	Entrée en vigueur: 4 juillet 2022	
Philippines					
En novembre 2021, la Direction des zones économiques des Philippines (PEZA) a créé un nouveau visa de travail destiné aux étrangers parrainés par une entreprise inscrite dans son registre en vue de travailler aux Philippines. Dans le cadre des procédures relatives au nouveau visa de la PEZA, les demandes sont traitées en 10 jours ouvrables (contre 1 mois auparavant) et le visa est valable pour une durée allant jusqu'à 2 ans, avec la possibilité de le renouveler une fois pour 2 années supplémentaires, la période de validité maximale étant de 4 ans.	Mode 4	Tous les secteurs	Circulaire-mémorandum n° 2021-069 de la PEZA, 22 novembre 2021 Adresse consultée: https://www.aseanbriefing.com/news/philippines-introduces-new-economic-zone-authority-visa-for-foreigners/#:~:text=In%20November%202021%2C%20the%20Philippines,(a)(2)%20visas	Entrée en vigueur: novembre 2021	X
Pologne					
Le gouvernement a apporté un certain nombre de modifications aux règles régissant les conditions de séjour légal des étrangers en Pologne. Parmi ces modifications figurent: une extension de la liste des circonstances dans lesquelles il n'est pas nécessaire de modifier le permis de résidence et de travail temporaires; une prolongation de la période de travail, désormais de 24 mois, sur la base d'une déclaration indiquant qu'un étranger se voit confier un emploi; la simplification des règles de modification des permis temporaires et permis de travail, le délai pour accorder un permis de résidence temporaire, dans le cas d'une première demande, étant fixé à 60 jours à compter de la présentation de la demande complète (90 jours dans le cas d'un recours).	Mode 4	Tous les secteurs	Loi du 17 décembre 2021 modifiant la Loi sur les étrangers et certaines autres lois Adresse consultée: https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=5826f2e0-8102-4cf2-b39f-f8b55b65e64f	Entrée en vigueur: 29 janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Singapour					
Le Ministère de la main-d'œuvre utilisera un Cadre d'évaluation complémentaire (COMPASS) à points pour les nouvelles demandes de permis de travail à partir du 1 ^{er} septembre 2023 (et pour les demandes de renouvellement à partir de septembre 2024).	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.mom.gov.sg/passes-and-permits/employment-pass/upcoming-changes-to-employment-pass-eligibility/complementarity-assessment-framework-compass	Entrée en vigueur: 1 ^{er} septembre 2023	X